Vol 17 # 37 • Du 13 au 19 Mars 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

NON À LA TRANSITION DE WASHINGTON !



Voir page 3

De gauche à droite, le secrétaire d'État américain Antony Blinken, le président de Guyana Irfaan Ali et le Premier ministre jamaïcain Andrew Holness assistent à une réunion d'urgence sur Haïti lors de la Conférence des chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) à Kingston, en Jamaïque, lundi 11 mars 2024. (Photo : AP)

LE PREMIER MINISTRE HAÏTIEN DÉMISSIONNE



Voir page 4

Le Premier ministre par intérim, Dr Ariel Henry, a été forcé de démissionner de son poste le lundi 11 mars 2024



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Un melting-pot présidentiel au goût américain !

Par Berthony Dupont

Avec la chute du Premier ministre de facto Ariel Henry, le peuple du pays le plus appauvri de l'hémisphère occidental a tout simplement gagné une toute petite bataille, mais pas la guerre face au grand ennemi du genre humain et de son arsenal d'opportunistes issus de la classe politique haïtienne.

Cette démission est presque sans réelle valeur, insignifiante même, tant qu'elle a été justement récupérée par les forces d'anti-changement internationales pour maintenir intact le *statu quo ante* et pour justifier par la croisade contre la violence des gangs, la campagne de propagande impérialiste pour une quelconque intervention militaire.

A l'heure où le pays sombre dans de lugubres situations, l'impérialisme a d'une pierre fait plusieurs coups. Il a profité de l'éviction de Ariel Henry du pouvoir par le mouvement populaire pour le punir également du fait que le régime de facto ait osé récemment payé 500 millions de dollars de dette du programme Petro Caribe au gouvernement progressiste du Venezuela. D'autant plus, le FBI, a profité de questionner Ariel pour son implication dans l'assassinat de l'ancien Président Jovenel Moïse.

L'impérialisme a en fait, abandonné un joueur pour miser sur la complicité de plusieurs autres pions, agents néo-colonisés jusqu'à la moelle qui vont l'aider à accomplir son projet d'occupation grâce à la Mission d'appui à la sécurité multinationale en Haïti.

De tout temps, c'est la politique menée par les Etats-Unis à l'encontre d'Haïti, motivée par les intérêts stratégiques et financiers de l'élite dirigeante haïtienne qui a jeté les bases du cauchemar dont souffre le peuple haïtien. Les grands maux du peuple ne sont pas prêts à être résolus, quand l'impérialisme par le truchement d'un pouvoir désuet, pourri et corrompu veut régénérer l'appareil d'Etat agonisant de façon à barrer la route à toute procédure populaire, révolutionnaire pouvant déboucher sur une rupture totale avec le système capitaliste.

La réunion d'urgence du lundi 11 mars 2024 en Jamaïque a montré tout le cynisme de la classe politique traditionnelle haïtienne et des superpuissances entre autres les Etats-Unis, le Canada, la France sans omettre leur subalterne de la Caricom, - l'association des petits Etats de la Caraïbe - en tant que facilitateur ou médiateur de service. La revendication à ce que le peuple haïtien décide lui-même de sa destinée en tant que pays souverain n'avait pas fait partie de l'agenda des protagonistes. Et cela n'a pas été le fruit du hasard, si le peuple n'a pas eu le droit de choisir ses dirigeants sans l'ingérence étrangère. N'empêche que le Secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken a eu à déclarer : *« Seuls les Haïtiens peuvent décider de leur futur, personne d'autre »*.

La vérité derrière ce charabia de rencontre entre acheteurs et vendeurs de patrie de tout acabit visant selon Matthew Miller porte-parole de Blinken, à *« mettre en place rapidement une transition politique en Haïti via la création d'un Collège présidentiel indépendant doté d'une large assise, ainsi que du déploiement d'une Mission multinationale de soutien sécuritaire »* ne peut pas cacher cette réalité la plus vile de l'oppression et d'exploitation la plus criminelle d'un peuple souverain que le gouvernement américain fait feu de tout bois pour le réduire à néant.

A quelle autre acrobatie politique délirante va-t-on bientôt assister ? Actuellement, les nouvelles actions engagées ne feront que préparer le terrain pour de nouvelles catastrophes de luttes intestines, de division, d'intrigues, de coups bas afin de mieux régner par le système capitaliste décadent, en décomposition, et incapable de proposer la moindre réforme sociale, mais s'acharne à continuer sa domination plus que centenaire.

Quelle que soit la théorie qui se cache derrière ce melting-pot présidentiel de plusieurs partis politiques de gauche comme de droite suggéré par les forces impérialistes à la classe politique enfantine haïtienne, c'est un authentique complot ou manipulation pour tenir Haïti dans la misère du sous-développement. Un coup monté pour promouvoir l'instabilité sociopolitique dans laquelle l'impérialisme aura tout à gagner et rien à perdre. Vu qu'il s'assurera qu'aucune lueur de changement ne sera à l'horizon.

Cette alliance pour la formation d'un Collège présidentiel avec Lavalas, Montana, Pitit Desalin, Réveil National, EDE, RED, Collectif 30 janvier n'est pas vraiment convaincante. Elle ne peut rien apporter que des options négligeables, toutefois utilisées pour étouffer toute lutte des masses populaires, tout mouvement de libération nationale. Une telle entente renforcerait davantage le règne de la décadence et de la débandade politiques et permettrait à Washington de maintenir le contrôle de sa domination criminelle sur le pays.

Le jeu manifeste de l'impérialisme est de prétendre apporter son soutien au peuple, mais bien aux régimes moribonds, réactionnaires. Un régime qui hait le peuple Cubain, le peuple Vénézuélien, Bolivien, Palestinien et tant d'autres progressistes, comment peut-il aimer Haïti jusqu'à prétendre le soutenir ? Avec de tels amis et de tels soutiens, qui continuent à bafouer et à tourner en rond la volonté du peuple, on n'a pas besoin de ces amis et de ces soutiens-là.

Toute vraie issue pour le changement, la paix, le progrès en Haïti viendra du mouvement par lequel les travailleurs mobilisés prennent en main leur propre destin. Tout d'abord, il s'agit de rompre avec les institutions d'oppression et d'exploitation internationales comme le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) et ensuite de mettre un terme à toute ingérence étrangère.

Nous de *Haïti Liberté*, nous condamnons avec la dernière vigueur ce melting-pot annoncé par les forces impérialistes pour mieux nous étrangler. L'aveuglement de la classe politique haïtienne est évidente, qui, obsédée par les puissances exploitantes se retrouve désormais et systématiquement du côté des oppresseurs de la Nation. Le peuple haïtien unit doit continuer sa lutte, sans faire des courbettes devant l'impérialisme mais continuer à brandir d'une main le drapeau de la lutte de libération nationale et de l'autre celle de la lutte anti-impérialiste pour le socialisme. Vive la lutte du peuple haïtien ! Vive Haïti indépendante et souveraine !

Non à la transition de Washington !



À Kingston, en Jamaïque, de gauche à droite, le secrétaire d'État américain Antony Blinken, le président du Guyana Irfaan Ali et le Premier ministre jamaïcain Andrew Holness assistent à la réunion d'urgence de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) sur Haïti le lundi 11 mars 2024



Jeantel Joseph, Réveil National



Moise Jean-Charles et ses partisans



L'ancien sénateur élu du département de la Grand'Anse Guy Philippe



Wilther Élian de Ansanm

Par Isabelle L. Papillon

Des citoyens du secteur populaire et certaines organisations politiques déclarent fermement qu'elles rejettent la transition politique que nous prépare le Département d'Etat américain avec un conseil présidentiel de 7 membres, plus deux membres du secteur des Affaires et un Premier ministre.

En fait cet exécutif aura 10 personnes. Des réactions négatives sont déjà enregistrées telles que celle du regroupement politique « ANSANM » qui rejette catégoriquement cette proposition et selon Wilther Élian, son coordonnateur national « le fonctionnement de ce conseil ne sera pas fluide en raison du nombre de membres retenus. La composition de 7 membres pose problème » a-t-il fait savoir tout en ajoutant qu'il est en faveur « d'un exécutif bicéphale constitué d'un président et d'un Premier ministre. »

L'ancien sénateur élu du département de la Grand'Anse en 2016 et l'ancien policier convertit en chef rebelle en 2004, qui vient juste de purger une peine aux Etats-Unis pour blanchiment de l'argent de la drogue, Guy Philippe est également très critique par rapport au projet de transition des Etats-Unis orchestrés avec la Caricom.

Il a déclaré au quotidien le Nouvelliste que *« La communauté internationale, à travers la Caricom, a décidé, une fois de plus, de ridiculiser le peuple haïtien, comme elle le fait depuis plus d'un siècle. Depuis le départ du président Jean Claude Duvalier, la communauté internationale est l'architecte de tous les maux de notre peuple. Elle prend le contrôle total et réel du pouvoir de décision avec comme seul objectif d'enfoncer Haïti dans l'abîme »*

Par ailleurs des organisations commencent déjà à mettre leurs représentants sur la liste. Déjà le groupe Montana qui depuis 2 années attendaient ce moment avec son président Fritz Jean. Il est bruit que c'est Lesly Voltaire qui représentera Lavalas. C'est l'ancienne ministre à la Condition féminine, Marie Ghislaine Mompremier qui sera la représentante du Regroupement de partis politiques EDE\RED et Compromis historique.

Le citoyen Pierre Jean Raymond André sera le représentant du Groupe de la société civile comme membre observateur au conseil présidentiel.

Le Collectif des partis politiques du 30 janvier n'a pas encore publié son choix. Ainsi que le parti Pitit Dessalines de Moise Jean-Charles qui était avec Guy Philippe dans un autre projet.de 3 membres pour la prise de la présidence du pays.

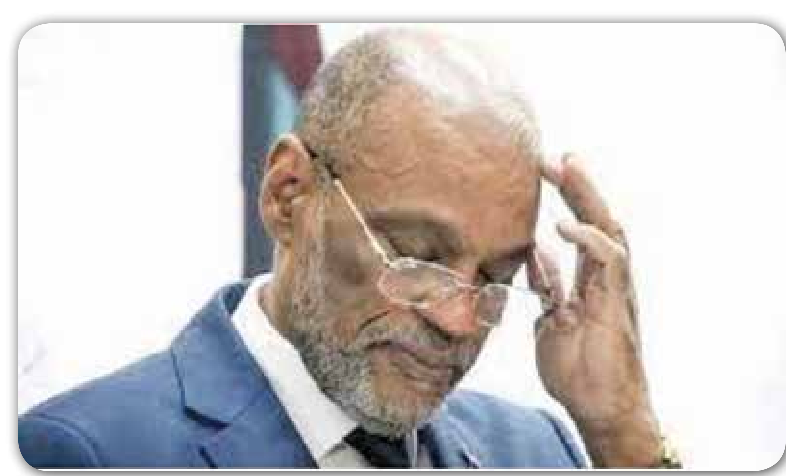
Le secteur privé des affaires également n'a pas encore communiqué officiellement le nom de son représentant.

Les membres de l'Accord du 21 décembre de l'ancien Premier ministre Ariel Henry se font encore attendre. A moins qu'ils se préparent à designer l'ancien PM, les discussions se poursuivent.

Le Parti Réveil National pour la Souveraineté d'Haïti qui devait envoyer un représentant pour compléter le conseil présidentiel de 7 membres. Dans un communiqué publié le mardi 12 mars 2024, le parti a exprimé son désaccord avec la proposition de Caricom. *« Nous rejetons la proposition de la Caricom »*. Réveil a profité de renouveler sa fidélité au Conseil de trois membres, porté conjointement avec Pitit Dessalines, pour un dénouement de cette crise.

Les trois membres proposés par le Réveil National et Pitit Dessalines sont le juge Durin Junior Duret, Guy Philippe, et du Dr. Françoise Saint-Vil Villier.

Le Premier ministre haïtien démissionne



L'ancien Premier ministre par intérim Ariel Henry



Manifestation haïtienne contre Ariel Henry à Porto Rico

Par Marie Laurette Numa

Tout récemment María Isabel Salvador Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef du Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) ainsi que Eric Willam Stromayor Chargé d'Affaires des Etats-Unis en Haïti, en guise de réponse aux manifestants qui exigeaient la démission du Premier ministre de facto Ariel Henry, avaient fait savoir avec une arrogance inouïe que le chef du gouvernement restera jusqu'à ce qu'il organise les élections puisque « *une transition ne devrait pas remplacer une autre transition* ».

Suite aux mobilisations de la population particulièrement les masses défavorisées, le Premier ministre par intérim depuis juillet 2021, a été forcé de démissionner de son poste le lundi 11 mars 2024.

Démission exigée depuis que les groupes armés l'ont empêché de rentrer au pays juste après sa visite au Kenya le 29 février dernier dans le but de raviver l'engagement de ce pays d'Afrique de l'Est à envoyer un millier de policiers pour diriger la mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS) soutenue par les États-Unis et les Nations-unies.



María Isabel Salvador Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef du Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH)

Ce, à la suite d'une réunion urgente sur la « crise multidimensionnelle en Haïti » qui a été initialement convoquée par la CARICOM (Communauté des Caraïbes). Et cette dernière pour ne pas mettre trop de poids sur son épaule passa la balle au véritable patron, en l'occurrence le triumvirat impérial Etats-Unis, Canada et France.

A cette réunion prenaient part, certes, les émissaires de la Caricom avec la participation des « partenaires internationaux de développement » composée de représentants du Brésil, du Canada, de la France et du Mexique, les Nations Unies et les États-Unis, représentés par le secrétaire d'État Antony Blinken.

A cette réunion a été décidée sans doute sur les diktats des puissances tutrices la création d'un Conseil présidentiel de transition et la nomination éventuelle d'un Premier ministre par intérim. Cela illustre que c'est en fait une autre transition qui va remplacer le Dr Ariel Henry bloqué à l'étranger et qui ne peut pas fouler pour l'instant le territoire haïtien.

Sauf sa poignée de partisans du Secteur Démocratique Populaire, de la Fusion des sociaux Démocrates et de l'Inité pour ne citer que celles-là vivant de ses subsides qui aimeraient sans doute le voir revenir au timon des affaires. Cependant la majorité de la population n'a rien à faire avec lui. Puisque sa démission est une revendication de longue date des masses populaires qui voulaient s'en débarrasser faute de son irresponsabilité et de son incapacité.



Eric Willam Stromayor Chargé d'Affaires des Etats-Unis en Haïti, en guise

Dans son discours de démission, il a lui-même annoncé : « *[...] Le gouvernement que je dirige ne peut pas rester insensible face à cette situation. Il n'y a pas de sacrifice trop grand pour notre pays Haïti, le Gouvernement que je dirige, après le Conseil des ministres de ce soir a accepté de mettre en place un conseil présidentiel de transition, les membres de ce conseil vont être choisi après une entente entre les différents secteurs de la vie nationale.* »

A ce compte, ces organisations et partis politiques dont Collectif 30 janvier, EDE, RED, LAVALAS, Montana, Pitit Desalin, Réveil National ont accepté de monter un collège présidentiel selon le vœu des grandes puissances et ces protagonistes ont 24 heures pour présenter formellement les 7 membres du Conseil Présidentiel et un nouveau Premier Ministre à la Nation.

Ce nouveau pouvoir de facto ou de transition fera le bonheur des Etats-Unis, car il cautionnera en bloc le projet d'intervention étrangère en cours.

Personne ne sait ce qui va arriver à Ariel Henry, qui présentement est sous le contrôle du FBI. Qui sait si les Etats ne vont pas profiter de cette situation pour l'impliquer dans l'assassinat du 7 juillet 2021, vu qu'il a communiqué en plusieurs occasions au moment du meurtre avec l'un des authentiques inculpés de ce crime, son ami Joseph Félix Badio.

Le gouvernement canadien finance les projets de persécution politique du partenaire de coup d'État contre Aristide : Documents



Par Travis Ross

(Partie 2)

Des documents obtenus par The Canada Files révèlent qu'une ONG haïtienne de « droits humains » disposait de deux rapports, utilisés pour cibler des opposants politiques, financés indirectement par le gouvernement canadien à travers l'ONG Avocats sans Frontières Canada (ASFC).

Le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) reçoit un financement d'un montant non divulgué au titre du projet ASFC *« Accès à la Justice et Lutte contre l'Impunité en Haïti »* (AJULIH) pour des « activités de plaidoyer ». Cet auteur avait précédemment expliqué la corruption du RNDDH et de son directeur, Pierre Espérance.

En 2004, le gouvernement canadien a financé le RNDDH (alors NCHR-Haïti) dans le cadre d'un effort plus large visant à garantir la criminalisation et la répression violente sur des dirigeants et partisans de Lavalas. Le RNDDH a joué un rôle clé dans la déstabilisation du gouvernement démocratiquement élu de Jean-Bertrand Aristide en fabriquant des allégations de violations des droits humains contre les dirigeants et les membres de Lavalas avant et après le coup d'État de 2004. Le RNDDH reçoit également un financement du National Endowment for Democracy (NED), décrit par son co-fondateur Allan Weinstein comme faisant *« une grande partie de ce qui… a été fait en secret il y a 25 ans par la CIA »*.



L'une des fondatrices et porte-parole de l'Accord de Montana, Magali Comeau Denis.

Des allégations et des rapports ultérieurs renforcent encore l'idée selon laquelle Espérance et le RNDDH est une organisation politique - avec la façade d'un groupe de défense des droits humains - qui utilise sa plateforme et son financement pour cibler et persécuter les opposants politiques.

L'ASFC finance des rapports du RNDDH qui ciblent les opposants politiques de Pierre Espérance

ASFC a financé deux rapports du RNDDH dans le cadre du projet AJILUH. Affaires mondiales Canada a confirmé qu'il savait que le RNDDH avait reçu un financement de son projet, lorsqu'il a été contacté pour commentaires.

Les deux rapports contiennent un avertissement : *« Ce document a été réalisé dans le cadre du projet : Accès à la justice et lutte contre l'impunité Haïti »* mis en œuvre par Avocats sans frontières Canada (ASFC) et ses partenaires. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du RNDDH et ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'ASFC.

Les deux rapports, traduits en anglais, sont intitulés « *Attaques contre les quartiers défavorisés : Le RNDDH réclame la fin de la protection des bandes armées par les autorités en place* » et « *Le règne du Premier ministre Ariel HENRY ou La fureur des bandes armées* ».

Les deux rapports reprennent les allégations de Pierre Espérance et du RNDDH selon lesquelles Jimmy Cherizier serait un chef de gang redevable au président haïtien Jovenel Moise et, après son assassinat, le Premier ministre de facto devenu dictateur, Ariel Henry. Tous deux sont membres du Parti haïtien Tèt Kale (PHTK).

Le premier rapport fait de 25 pages. Le nom de Chérizier apparaît cinquante-deux fois. Le rapport se concentre sur les crimes présumés commis par la coalition G-9 de Cherizier et ignore les crimes présumés commis par d'autres gangs. Les gangs criminels opposés à l'alliance du G9, dont, à l'époque, 400 Mawazo, le gang de Brooklyn de Ti Gabriel et le gang 5 Second d'Izo sont omis du rapport.

Les gangs opposés à l'alliance du G9 sont responsables de pratiquement tous les incidents d'enlèvements et de viols à Port-au-Prince.

Pierre Espérance devait devenir nerveux. Le premier rapport a été publié le 23 juin 2020. La veille, les médias haïtiens avaient commencé à faire état des négociations réussies de Cherizier avec plusieurs gangs à Port-au-Prince pour un cessez-le-feu. Cherizier avait uni son groupe de défense de quartier (ou brigade de vigilance) avec d'autres à Port-au-Prince. Il affirme également avoir réussi à convaincre certains chefs de gangs criminels de cesser leurs activités illégales qui nuisaient aux résidents locaux et de les défendre contre les gangs criminels qui kidnappaient, violaient et extorquaient régulièrement les citoyens locaux.

La coalition a été nommée Fòs Revolisyonè G9 an fanmi e alye (Forces révolutionnaires de la famille G9 et alliés, alias G9 ou FRG9). Un mois plus tard, en juillet 2020, d'autres gangs se sont rapidement regroupés en une fédération criminelle connue sous le nom de « G-*pèp* ». Ces gangs sont mieux décrits comme des groupes armés qui fonctionnent comme des forces paramilitaires pour les oligarques haïtiens, les politiciens et le PHTK au pouvoir – le parti du premier ministre de facto, le Dr Ariel Henry. Ti Gabriel, par exemple, avait le soutien de l'oligarque haïtien Reginald Boulos. Ce dernier qui, à son tour, a soutenu l'accord politique du Premier ministre Henry.

Le premier rapport affirme que Chérizier est « *un homme puissant, redouté par le secteur privé, bras armé du président Jovenel Moïse* ». À l'inverse, tout en parlant de sa demande publique que Moise démissionne, Cherizier a déclaré que le G9 voulait qu'il « quitte le pays », tout en faisant également l'éloge de dirigeants tels qu'Aristide et le leader de la Platfòm Pitit Desalin, Moise Jean-Charles.

« *Le G-9 ne travaille pas pour le régime, et le G-9 n'a pas été créé par l'opposition et ne travaille pas pour elle* », a déclaré Cherizier. « *Il a été créé pour qu'il n'y ait plus jamais de vols, de viols et d'enlèvements dans nos quartiers… mais aussi pour que les ghettos obtiennent ce qui leur est dû, les écoles, les cliniques, les hôpitaux, les services, l'eau courante, les infrastructures, et toute la sécurité dont bénéficient les quartiers riches* ».

Le deuxième rapport financé par l'ASFC a été publié le 3 mai 2023. Dans ce rapport, le RNDDH allègue que Chérizier et la coalition du G9 avaient délibérément commis des actes de violence pour justifier une intervention étrangère.

Le rapport affirme qu'une fusillade à Bel-Air survenue entre le 28 février et le 5 mars 2023 était « purement et simplement politique ». Le rapport poursuit en affirmant que « *les autorités en place » ont décidé « d'utiliser leurs bandes armées membres de la coalition dirigée par Jimmy Cherizier » pour amplifier la « perception de la violence en Haïti et inciter la communauté internationale à donner suite aux demandes d'intervention militaire* ». Aucune preuve n'est présentée pour étayer ces affirmations dans le rapport.

Contredisant les allégations du RNDDH, Cherizier a déclaré lors d'une conférence de presse le 16 août 2023, qu'une force d'intervention étrangère se heurterait à une résistance armée si elle n'arrêtait pas immédiatement, dès son entrée en Haïti, le Premier ministre Ariel Henry, les oligarques corrompus et les politiciens corrompus qui envahissent les quartiers pauvres d'Haïti avec des armes. Il a également souligné les conséquences désastreuses de la dernière intervention étrangère en Haïti menée par les Nations Unies - MINUSTAH.

Espérance et le RNDDH instrumentalisent les rapports sur les droits humains contre leurs opposants, encore une fois

Le premier rapport du RNDDH financé par l'ASFC reprend les allégations portées contre Chérizier qui proviennent de leur rapport du 1er décembre 2018 intitulé « *Les événements de La Saline : de la lutte de pouvoir entre bandes armées au massacre sanctionné par l'État* ».

La première partie du titre est corroborée par les habitants de Lasaline de l'époque. Les attaques survenues à Lasaline le 13 novembre 2018 impliquaient un gang, *Nan Chabon*, envahissant le territoire d'un autre gang, *Projet Lasaline*, pour le contrôle d'un marché local. Cette attaque brutale de gangs a entraîné la mort d'au moins 23 civils.

Ce rapport du RNDDH allègue également que Cherizier a participé aux attaques dans le cadre d'un « massacre sanctionné par l'État » de civils dans un quartier traditionnellement favorable au parti politique Fanmi Lavalas.

Début novembre 2018, Jimmy Chérizier était une figure largement méconnue en Haïti. Selon Cherizier, il avait formé un groupe de défense de quartier avec d'autres policiers haïtiens (PNH). Le groupe avait été formé pour expulser un gang criminel armé qui avait élu domicile dans son quartier de Delmas 6. Chérizier n'avait pas encore annoncé le G-9 ni attiré l'attention des médias haïtiens ou internationaux.

Dans le premier épisode du documentaire de Dan Cohen et Kim Ives, *Another Vision*, Cherizier allègue que Pierre Espérance a proposé de retirer son nom du prochain rapport du RNDDH sur les attentats de Lasaline s'il assassinait Marie-Yolène Gilles. Chérizier a refusé. Gilles, ancien directeur des programmes du RNDDH, avait quitté l'organisation, accusant son directeur, Pierre Espérance, de corruption. Elle a formé une organisation concurrente de défense des droits humains, la Fondation Open Eyes (FJKL), avec l'avocat et homme politique Samuel Madistin.

Chérizier a été visé pour la première fois par le FJKL dans un rapport précipité publié trois jours après les attentats de Lasaline. Une analyse de ce rapport est disponible dans *Another Vision* et dans cet article : La Fondation Open Eyes (FJKL) n'est pas un groupe de défense des droits humains crédible. Il est significatif que Madistin soit le représentant légal de Reginald Boulos. Cet oligarque haïtien, a ouvertement soutenu Ti Gabriel, le chef du gang de la zone appelée *nan Brooklyn* de l'alliance du groupe armé *G-pèp*. Madistin a également été embauché en 2004 par le RNDDH pour représenter les « victimes » du massacre fabriqué de toutes pièces de La Scierie.



Pierre Espérance et l'ambassadrice américaine Michele Sison

Espérance a adopté la définition des attaques de Lasaline comme un *« massacre sanctionné par l'État »* allégué dans le rapport précipité du FJKL, malgré le manque de preuves. Semblable aux efforts d'Espérance pour relier un prétendu massacre de civils à Aristide et Fanmi Lavalas (FL) en 2004, le rapport Lasaline du RNDDH présente le bilan des morts civiles comme le résultat d'une attaque planifiée par le PHTK.

C'est Roger Millien, un vice-ministre élu de FL, qui a été le premier à affirmer que les attaques de La Saline étaient politiquement motivées. Il a accusé les politiciens locaux du PHTK d'avoir planifié les attaques. La version de Millien insiste sur le fait que les attaques ont été planifiées par le PHTK pour cibler les partisans de Fanmi Lavalas. FL a publié un communiqué le 15 novembre 2018, moins de 48 heures après les attentats. Ce communiqué de FL a précédé tout rapport ou enquête. Le communiqué « *condamne fermement le massacre perpétré par le régime de Jovenel et Céant à Lasaline* ». Blâmer explicitement Jovenel Moise pour avoir orchestré le massacre.

Millien a affirmé avoir eu connaissance d'une prétendue réunion de planification des attentats de Lasaline à laquelle participaient Cherizier, le leader de *Nan Chabon*, Ti Junior et des membres du PHTK. Ces allégations figurent dans le rapport du RNDDH. Il semble être l'unique source de cette allégation.

Millien n'a jamais expliqué comment il pouvait connaître les détails d'une réunion de planification à laquelle il n'avait pas assisté. Il n'a pas non plus expliqué pourquoi il n'avait pas prévenu les habitants de Lasaline de l'attaque imminente. Selon un rapport de l'ONU du 21 juin 2019 sur les attaques de Lasaline, les membres du gang Projet Lasaline ont fui Lasaline avant l'attaque de *Nan Chabon*, indiquant qu'ils auraient pu être prévenus.

Les rapports du FJKL et du RNDDH reconnaissent que Millien entretenait une relation étroite avec le gang local, Projet Lasaline. Dans un entretien au Nouvelliste, il avoue connaître le leader de l'époque, Bout Janjan. En effet, Millien a conduit Bout Janjan blessé et d'autres membres du gang à l'hôpital après une tentative d'assassinat début novembre. Il a déclaré au Nouvelliste avoir conduit les membres du gang à l'hôpital conformément aux « conventions internationales » pour « porter assistance aux blessés même en temps de guerre ».

La relation de Millien avec un gang local n'était pas une caractéristique rare parmi les députés élus de FL après les élections de 2017.

L'autre député élu de Fanmi Lavalas (FL), Printemps Bélizaire a été convoqué pour un interrogatoire dans le cadre du meurtre en 2018 du journaliste Vladimir Legagneur. Il a répondu en affirmant qu'il avait un engagement diplomatique au Canada et qu'il ne pouvait pas y assister. Il semble qu'il y soit resté jusqu'à l'expiration de l'ordonnance de convocation. Bélizaire n'a jamais témoigné.

Le politicien du PHTK, Joseph Lambert, et sénateur à l'époque, a accusé Bélizaire d'avoir aidé le chef de gang Arnel Joseph à éviter son arrestation. Cette accusation intervient trois jours après que le rapport du RNDDH sur les attentats de Lasaline accuse explicitement le gouvernement du PHTK d'avoir orchestré les événements

suite à la page(15)

Jounen Dwa Fanm : Dwa Machann Chabon



Yon machann chabon ki se yon fanm tankou tout fanm

J. Fatal Piard

Machann chabon pa niche dwèt
Pwovèb Kreyòl

Yo toujou di 8 mas se Jounen Entènasyonal Dwa Fanm. Gen kèk moun menm ki konprann jou sa se fèt Fanm. Ki sa jounen sa a senbolize ojis pou chak kategori fanm sa a yo ki gen nan sosyete a ? Ki sa lit sa a vle di pou nou kòm moun tout bon ? Konbyen kategori fanm ki gen nan sosyete nou an ? Èske tout fanm gen menm dwa ? Fanm direktèz lekòl ki voye ti fi retounen pou kòb lekòl yo. Èske nou gen yon ti zing zantray ?

Istorik jounen sa a

Jan anpil moun konprann li, 8 mas se pa jounen fèt Fanm. Se pito jounen pou tout fanm reyini pou yo defini plan batay pou yo defann dwa yo. Se yon jounen kote fanm yo ka demele yo reflechi sou ki fason pou yo fè pou yo defann dwa yo. Paske zagoloray pwofesyonèl yo toujou pare pou fè kadejak sou dwa fanm yo. Jounen 8 mas la se lokazyon pou tout Fanm yo reflechi sou estrateji batay pou fè zagoloray ni nan Leta ni nan sektè prive respekte dwa yo.

Pou byen di n vre, pèsonn pa konn ki dat ojis batay sa a te koumanse. Gen mou ki di se depi nan lane 1909. Sa ve ki vle di pa gen yon dat fiks vre pou sa. Gen anpil moun ki dakò se nan lane 1917 yon bann fanm gran chire nan peyi Larisi te deside fè grèv detan te gen gwo lagè. Pil fanm sa a yo te tanmen yon mouvman yo te batize Pen ak Lapè. Men pi devan, se Nasyon Zini ki te resi rekonèt li enpòtan pou l kore jounen batay Fanm yo pou fè respekte dwa yo nan lane 1977.

Kategori Fanm

Fòk nou pa bay tèt nou manti pou anyen. Nan sosyete n nan ki chaje ak konplèks ak prejije, ak diskriminasyon sa a chak kategori fanm gen kategori dwa pa yo. Pami kategori fanm yo nou jwenn gen fanm gwozouzoun ki nan ekip pezesouse ki pran fanm nan mas popilè yo pou fatra. Gen fanm pòv, gen fanm malerèz, fanm ti machann, fanm madansara, fanm ouvriyèz nan faktori. Gen fanm andeyò, fanm nan katye pòv yo elatriye.

Pi devan w jwenn fanm pwofesè, fanm kiltivatèz, fanm sekretèz k ap travay nan biwo, fanm bouzen k pe vann kò yo nan lari ou nan lòtèl, fanm k ap travay kay madanm yo rele bòn yo. Jounen di a nou pral pale de fanm machann, men pa nenpòt ki fanm. Se fanm machann chabon. Konbyen nan kategori fanm sa n pe pale la a yo fanm zizi ki pretann yo pe defann dwa fanm yo konn resi wè non yo nan gwo liv dwa fanm nan ?

Se vre estatistik yo dakò fanm yo piplis nan tout sosyete yo. Fanm nan faktori, nan mache, kòm pwofesè lekòl, kòm madan sara. Anplis w jwenn piplis fanm ki rete nan kay pe fè levasyon ti moun. Fanm ki al kouche sou sak nan legliz ak nan jèn pou pase jounen pe lapriyè. Gad pil fanm ki pe pase mizè. Mizè ak kalamite fanm nan mas popilè yo fè bonè fanm gwozouzoun yo. Men sa k pi enteresan an se lè fanm anlè yo pran plezi peze fanm anba a yo. Epi yo fè 2 grenn je yo byen sèch kole yon gwo pankat feminis nan po do yo.



Kèk lòt fanm an Ayiti

Fanm machann chabon

Sò Mari se yon machann chabon. L rakonte nou se aktivite sa a l fè depi lontan pou l okipe 3 pitit mari l te mouri kite ba l okipe. L pa gen rele l pa gen reponn. Se ak chabon an sèlman li leve 3 pitit san papa l yo. L esplike n chabon se yon pwodui ki fèt ak pye bwa ou byen ak branch bwa a. Lè w fin koupe yo bout bout w anpile yo, mete fèy ak tè pou anpeche yo boule twò vit epi apre w met dife ladan yo. Lafimen k soti lè yo pe fè chabon an konn santi bon tou.

Konsa apre kèk tan bwa a, tè a ak fèy yo ap boule li rive yon kote li vin fè sa k rele chabon an. Apre bòs chabon an sanble tout bout chabon yo mete yo nan sak tout lajè tout gwosè pou vann bay machann ki yo menm pral revann yo an gwo ou an detay. An detay yo ka mete yo nan mamit ki konn koute jiska 200 pyas. Sò Mari esplike n lè l gen anpil kòb li konn voye achte menm 20, 30 ou 40 sak chabon Jeremi ou Lagonav. Fè chabon se yon aktivite abitan an yo fè tout kote nèt nan peyi a.

Lòt itilite chabon

Dapre sa Sò Mari aprann nou, chabon pa fèt pou met nan recho, limen l pou kwit manje sèlman. Gen yon pakèt lòt itilite chabon genyen. Men 13 lòt bon bagay chabon ka fè. Ekzanp si soulye w ta santi mayas soti pou mete tout moun nèt deyò nan kay le. Nèk mete chabon anndan l epi lapè. Gen yon move lòdè dezagreyab nan chanm nan w ka nèk mete kèk bout chanbon kote lòdè a fè baz yo a epi lòdè a sipoze vole gagè trapde.

Si frijidè w ou byen frizè w la gen yon move sant k ap soti ladan l nèk lage kèk bout chabon ladan l epi menm kote a tout move lòdè lage pye yo. Move lòdè w fè tout moun ba w kanpe lwen epi plede kouri pou w, pran yon bout chabon pile l byen fen mete sou w ou byen anba bra w. Sa w tande a w gen lapè ak lòdè bouk sa a k te fè tout moun ba w twa pa distans lan. W gen yon latrin ki soti pou fè tout moun anvi kite katye a ba w nèk lage sann chabon an ladan l.

Move lòdè a tou chache yon kote l al kache. Nou konprann se pou granmesi ni grann ni manman n toujou vide sann nan twou latrin nan. Si n bezwen figi legim yo toujou fre nèk mete chabon nan yon bokit dlo epi mete yo tranpe ladan l pandan yon lannwit sèlman. Anplis dlo chabon an fè leglim yo fre, l gen posibilite pou l kwape tout toksin ak lòt kalte mikòb ki te ka bay maladi pon gongon tankou kansè ak lòt maladi malfèktè.

Nou gen pye legim, pye tomat, pey berejèn cheni bandi ap plede pèsekite l. Nèk mete barikad pou yo ak sann dive ou byen poud chamon an. Depi w sispèk yon manje ta gen twòp pwodui chimik tankou diri ki soti kay Bwadenn yo ki ka benyen w ak pwoblèm ki ka pèsekite sante w, nèk kite l fè tranpèt yon bon ti moman nan dlo chabon. Remèd natirèl sa a m pral di n la a se grann mwen k te aprann mwen l depi lè m te ti katkat

W ta bezwen chak grenn dan w ta blan tankou lanèj enben depi w gen chabon w mèt poze. Pa okipe machann mikwòb ki soti pou fè n konprann n bijo mete pil pwodui chimik nan bouch nou plizyè fwa chak jou yo. Tout se foulay, nèk pile yon moso chabon byen fen epi w ka sèvi swa ak yon moso twal, swa ak yon bwòsdan, bwose dan w pandan yon senmenn. Tout dan w pral retounen blan e pwòp ankò jan l te ye a.

W fè yon soup epi lòdè a soti pou fè w pa fouti pwoche l bò bouch w malgre tout sa w te met ladan l,k enben nèk mete yon moso chabon ladan l. Moso chabon an ap fè soup w a jwenn jistis li ak move lòdè k te soti pou pèsekite l la. Nan aswè w fin desann yon valè alkòl ki fè w leve an mal makak, w santi w faya. W pa bezwen touye tèt w pou sa. Nèk pran yo moso chabon manje l ou byen mete l tranpe nan dlo apre yon moman bwè l. Sa w tande a w pap pran lontan pou w gaya.

Fanm viktim kadejak

Nan kategori fanm ak ti fi k viktim zak kadejak nou ta renmen pale de ti Estèfani Janpyè ak Betsayida Pyè. Nan lane 2014 ti Estefani te gen 15 lane lè l te koumanse viktim zak kadejak pandan 3 lane a file anba pastè Amèl Laflè ak Dyak Lisen. Nan non Zezi, 2 gwo kadejakè sa a yo te fè krèy pou yo te dechalbore ti inosan an. Pou jis jounen jodi dosye a nan Pakè Pòtoprens. Men kòm jistis la seti poul ki mare nan pye tab legliz viktim nan pa ko jan ka jwenn jistis.

Sa k pi grav la okenn òganizasyon ki di y ap defann dwa fanm ak dwa ti fi pa ko janm panse a ba yo bourad. Pou ka ti Betsayida li menm se ak kè sere ak dlo nan de grenn je. Se nan mwa janvye a ti manzè te viktim zak maspinay anba zago yon pè kadejakè yo bay pou Awòl Franswa alyas Awòl Fannfwa. Sa pat pase lontan depi pè kadejakè a te maspinen ti manzè ak kout pye, kout pwen, kout kalòt marasa, kout baton fè kout pòt presbitè.

Zak sa a te pase nan plen lannwit nan presbitè legliz Sent Lisi nan zòn ti Plamis sou zile Lagonav. Batay pete si w konn se 2 kòk gagè fal yo fin plen ak grenn mayi poutèt ti manzè a pa dakò ou bay pè Awòl Franswa ba l poul boure jou swa sa a. Men se sitou pou l ka pini pè ti klolout la poutèt li derefize bay kòb pou okipe pitit li gen ak ti manzè lè l te fin gwòs pou li. Se sa k fè l te deside ba l anbago bòbòt.

Men tou pè Awòl Fannfwa fè rès ti manzè ak kout bòt. Sa pa sipoze fè pesonn sezi lè n konsidere 89% pè yo se papa chacha. Men pi gwo pwoblèm nan se lefèt yo derefize okipe pitit yo lè yo fin bay ti malerèz yo gwòs. E batay pou ti fanm ki viktim zak kadejak anba pè ak pastè ta resi jwenn yon ti kal jisits ap difisil anpil. Paske pou janm wè kak`on jenou òganizasyon fanm gwo zouzoun sa yo, youn pap janm denonse kadejakè san zantray an soutàn ak bib yo. Paske se nan non Zezi yo fè l !

Apèl pou rasanbleman tout fòs revolisyonè yo pou yon inite nan kan mouvman popilè a



Kanmarad yo, salitasyon se lizay,

Pati, Òganizasyon politik mouvman popilè a, lanbi a kònen pou tout fòs revolisyonè yo mete tet yo ansanm pou yo pran direksyon lit la. Pandan tout peryòd gè jeneralize klas kapitalis sinik la tabli nan peyi a, pou fè dappiyanp sou richès mas popilè yo, nou ka konstate gwo volonte enperyalis meriken ak alye li yo, klas kapitalis la, manifeste pou kraze konplètman tout batay ki vle kase ren sistèm peze souse a. Pandanstan, y ap jwe sou dezòganizasyon nou menm pati ak òganizasyon politik yo, pou mas ekplwate a pa poze okenn aksyon revolisyonè plen tankou ze nan kalte kriz yo twouve yo la. Nou konprann. Vye van sistèm kapitalis yo, makonnen ak leta reyaksyonè, politisyen rat do kale nan peyi a, pè gwo monte reyèl mouvman radikal yo, ki ka debouche sou yon revolisyon k ap pote solisyon ak danje enperyalis meriken pote la, pou touye tout aksyon mas yo, nan chache pwopoze yo vye alyans tèt chat ant leta kapitalis la nan inyon anba drapo tout ipokrit boujwa. Se sa ki fè tout aksyon fòse pati ak òganizasyon sosyal-trèt, ti boujwa reyaksyonè ak gwoup paramilitè ki sou kontwol enperyalis meriken yo poze, pou ini ak ede boujwazi a jwenn yon nouvèl tranzisyon nan sa ki gen la, se pou trayi klas ouvriye a, travayè a, ti machann yo, madan sara yo, peyizan san tè yo, ak moun yo mete kanpe lwen sou tout fòm tankou sosyal, politik, ak ekonomik nan peyi a. Sikonstans n ap fè fas jounen jodia, blije tout oganizasyon ak pati politik revolisyonè yo chita ansanm pou mete lòd nan diskisyon konjonkti politik pèmanan sa.

Tout pwopozisyon pou akouche yon tranzisyon anba dominasyon enperyalis meriken se siyen kontra lanmò mas yo. Tout pati ak òganizasyon politik pwogresis-revolisyonè ki pote boure nan sa enperyalis meriken, CORE GROUP, OEA, konsèy sekirite Nasyonzini, sou direksyon administrasyon Biden lan la tou deklare tèt yo ennmi klas eksplwate nan peyi a. Kidonk, tout pati, tout alyans ki pa alyans nan mitan pèp la, nan mas yo ansanm ak mas yo, se alyans ki pwal bay jarèt ak politik neyoliberal la, pou kontinye simen dèy nan kan mas popilè a, menm jan sa ap fèt la nan moman an. Konplo an monte, li pral fini nan wout eleksyon pou yo mete satelit yo sou pouvwa anba demokrasi pèpè a. Se sa ki fè, tout pati ak òganizasyon politik pwogresis-revolisyonè ki konsyan moman sa pa pou alyans ant enperyalis, sosyal-opòtinis, boujwazi reyaksyonè se pou yo detache sou tout fòm ak tout pwojè Akò lanmò k ap livre peyizan san tè yo, ouvriye ak travayè yo, an gwo moun yo deja fe pi mal yo.

Fondalnatal nesesite pou tout fòs revolisyonè peyi a mete yo ansanm ak mas popilè a :

- Fas ak dekadans sistèm kapitalis la, boujwazi reyaksyonè a, dekonpozisyon yo nan tout peyi a, espesifikman nan basyon depatman lwès la parèt klè kou dlo kòk pou tout mas popilè a an patikilye ak rès mond lan.

- Fas ak jan gwo pwisans enperyalis yo, klas kapitalis restavèk leta peyi a kontinye ap bare tout wout devlopman ekonomik entègral ayisyen an nan kraze tout fòs pwodiksyon li yo nan sousi pou pwojè kontamisyon pwodui OGM kontinye fè chimen yo anndan peyi a. Parapò ak pwojè neyoliberal la, y ap kontinye poze pyon pou ekstèmine mas yo.

- Fas ak gravite kriz tout kalte peyi a ap konnen jounen jodia nou rive konprann klè kou dlo kòk sa se aboutisman tout yon pwojè sosyete k ap jwi tout privilèj koudeta ki fèt sou revolisyon popilè 1791 lan. Nan sans sa a gen nesesite pou pati ak oganizasyon pwogresis-revolisyonè yo pou yo rejwenn nan sousi pou yo kontinye òganize kòlè yo jiskaske yo reprann kontwol pouvwa politik la.

- Fas ak jan pwisans enperyalis yo òganize yo pou febli mas popilè yo, se rive tabli yon fòs represyon sinik anndan kou deyò tout apareyay leta a pou bay garanti ak boujwazi reyaksyonè a epi diminye tout sa ouvriye ak travayè yo ta kapab antre nan men yo pou yo siviv. Salè pwatrinen sa ki rann ouvriye ak ouvriyez yo vin pi vilnerab chak jou pi plis.

- Pati ak oganizasyon politik revolisyonè yo nan makonnay ak mas popilè a dwe degaje tout enèji pou yon veritab dekonpozisyon ak efondreman tout sistèm kapitalis la.

- Fas ak jan gwo peyi enperyalis yo òganize yo entènasyonalman pou tabli sistèm peze souse a, jodia se yon enperatif kategorik pou pati ak Òganizasyon politik revolisyonè ayisyen yo rekonekte ak rès mond lan nan kad entènasyonalizasyon pwogresis pou liberasyon mas eksplwate yo.

Boutofen, pati ak oganizasyon politik anndan mouvman sosyal popilè a ki santi se plis pase yon nesesite pou yo pran angajman tout bon vre an nou rasanble fòs nou nan inite popilè a.

Siyatè:
David Oxygène, Sekretè jeneral MOLEGHAF
Domini Resain, responsab mobilizasyon
Jelin Esaü Jules, responsab kominikasyon
Pòtoprens, Ayti, 10 mas 2024

Les États-Unis combinent deux plans contre Haïti



Les États-Unis exécutent deux plans pervers contre Haïti : l'un public ou de façade, et l'autre caché.

Par Narciso Isa Condé

La situation en Haïti devient plus inquiétante. Les États-Unis exécutent deux plans pervers : l'un public ou de façade, et l'autre caché.

L'un manipulant Ariel Henry, l'ONU et les pays subordonnés, liés à la préparation du projet d'invasion militaire et l'autre manipulant les chefs des gangs qu'il a formés et armés.

Le départ d'Henry vers le Kenya via les États-Unis, son retour mouvementé des États-Unis - étant donné le contrôle de l'aéroport de Port-au-Prince par les gangs - sa tentative ratée de venir en République Dominicaine et son séjour actuel à Porto Rico, sont des signes que ses parrains impérialistes préparaient son déplacement sans violence.

Les nouvelles initiatives - après le voyage de Ariel Henry - sont l'évasion des prisonniers avec le soutien des gangs et la création d'un bloc de gangs avec une nouvelle attitude, dont le chef, Barbecue, après avoir demandé pardon pour ses méfaits, il annonce que sa cible est le Premier ministre de facto Henry et le chef de la police, se présentant comme une force révolutionnaire luttant contre une dictature criminelle, prête à déposer les armes si ses objectifs politiques sont atteints. *« Au moins cinq pays ont jusqu'à présent confirmé leur participation à la future mission dirigée par le Kenya et soutenue par l'ONU pour renforcer la sécurité en Haïti face à l'escalade de la violence, a indiqué ce jeudi le porte-parole du chef de l'organisation. »*

« Les Nations Unies ont reçu des notifications des Bahamas, du Bangladesh, de la Barbade, du Bénin et du Tchad s'engageant à fournir des forces de sécurité à la mission de soutien », a révélé Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU. Le Bénin s'est engagé à envoyer au moins 1 500 militaires en uniforme, a-t-il ajouté.



L'ambassadrice américaine auprès des Nations Unies, Linda Thomas-Greenfield

« L'ambassadrice américaine auprès des Nations Unies, Linda Thomas-Greenfield, avait annoncé cette semaine à Georgetown, lors d'un sommet de la Communauté des Caraïbes (Caricom), que ce pays d'Afrique de l'Ouest enverrait quelque 2 000 soldats. »

« Haïti est le pays le plus pauvre de la région, dévasté par une grave crise politique et humanitaire et par la violence des gangs qui contrôlent des pans entiers de son territoire. »

« En octobre dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU a ordonné l'envoi d'une mission multinationale dirigée par le Kenya en Haïti, mais sa mise en œuvre effective est retardée, principalement en raison d'une décision judiciaire de Nairobi. »

« Début janvier, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'est dit « consterné » par la violence des gangs en Haïti. Près de 5 000 homicides ont été enregistrés en Haïti l'année dernière, soit plus du double du nombre de 2022, selon un rapport de l'ONU du mois dernier. »

L'AFP dissimule ainsi l'étranglement d'Haïti par les États-Unis, la France et le Canada et le rôle des gangs manipulés par la CIA.

On parle d'une intervention militaire camouflée, mais ce n'est pas concret, car ils mettent manifestement en œuvre un plan politique qui la facilite.

Cette note de l'AFP fait partie de la stratégie visant à camoufler le projet d'intervention militaire en une mission ou une force multinationale dirigée par le Kenya et soutenue par l'ONU, censée "garantir la sécurité dans le pays le plus pauvre de la région, dévasté par une grave crise politique" et humanitaires, et par la violence des gangs qui contrôlent des pans entiers de leur territoire.

Les gangs qui dépendent de l'approvisionnement en armes et du soutien des États-Unis se préparent désormais à combattre un gouvernement qui ne gouverne plus et qui a été installé par les États-Unis.

À première vue, cela semble contradictoire, mais ce n'est pas le cas. Il s'agit d'un processus enchaîné pour tenter d'imposer un remplacement politique sous le contrôle des puissances impérialistes et une occupation militaire devenue difficile et complexe.

Pour cela, il fallait auparavant éloigner les forces d'intervention anti-impérialistes de la direction des rébellions populaires et placer les mafias au premier plan. À ces fins, ils ont d'abord utilisé Guy Phillipe et maintenant la direction des gangs mafieux uniquement avec le slogan ARIEL HENRY OUT !, excluant les YANKEES OUT OF HAITÏ !

En résumé, concernant le projet d'intervention, il ne s'agit pas d'une mission visant à aider la police haïtienne à retrouver la sécurité, mais plutôt d'une intervention militaire sous contrôle américain ; Ils n'organisent pas non plus une force multinationale dirigée par le Kenya, mais par le PENTAGONE, destinée à resserrer son emprise sur Haïti et la RD.

La question de l'évasion de milliers de prisonniers haïtiens sera utilisée pour une plus grande intervention du Commandement Sud dans la bande frontalière

Les médias n'informent pas, ne manipulent pas et ne cachent pas : ni la pauvreté, ni les gangs, ni le chaos ne sont tombés du ciel, mais des hauteurs du système impérialiste occidental.

Les coupables de cette méga crise évitent dans un premier temps d'intervenir en Haïti avec leurs troupes par peur des conséquences. Ils le retardent et approfondissent le chaos pour lui donner plus de « justification » et font des Bahamas, du Bangladesh, de la Barbade, du Bénin et du Tchad de la chair à canon... pendant qu'ils exécutent les deux plans d'ensemencement combinés.

Le gouvernement dominicain et Luis Abinader, ainsi que d'autres très subordonnés aux États-Unis, servent de préservatif et portent le méfait impérial contre l'autodétermination d'Haïti.

Aporrea 6 mars 2024





Eulogy

On Wednesday February 28, 2024, Carline Banatte, loving daughter, sister and aunt peacefully passed away with her family by her side.

Carline was born on November 6, 1968 in Brooklyn, NY to Marie and Ernest Banatte. She attended St. Therese of Avila Catholic School, Washington Irving High School, and later graduated from John Jay College with a degree in pre-law.

Carline was a proud woman who always spoke her mind. She had a fiery spirit that served to strengthen everyone she met. She was an avid reader, and had a love for learning and discovering new things. In 2002 she relocated to Tampa Florida where she worked as a legal assistant at Shumaker & Kendrick law firm. Carline was known by her colleagues for her tireless energy. Her dedication and talents as a legal assistant left an indelible mark on her team.

When some folks pass away, you always hear people say how kind and thoughtful they were. In this case, no truer words could be spoken. Carline was the epitome of kind, sweet, thoughtful, respectful, and giving. She always maintained a positive outlook, no matter the situation. Regardless of what was going on in her personal life, she would always greet you with a smile on her face.

Carline was preceded in death by her aunt Rosita Calixte, and Louis Cajuste. She is survived by her mother Marie Banatte, her father Ernest Banatte, siblings Margaret and Stephen, niece Ernessa, nephews Kasey and Korey, great niece Satchelle and her great nephew King. She leaves behind several cousins Rose AndreRegine, Jasmine, Stevie, Pouchon, Ronald, Pierre Michelle and extended family and friends.

Voyage au cœur de la mobilisation anti-Ariel Henry !



Des manifestants protestent contre le Premier ministre haïtien par intérim Ariel Henry, appelant à sa démission, à Port-au-Prince, en Haïti, le 10 octobre. RICHARD PIERRIN/AFP VIA GETTY IMAGES

Par Catherine Charlemagne

(3ème partie)

La lutte pour renverser le gouvernement intérimaire dirigé par le Premier ministre Ariel Henry a pris une autre dimension depuis bientôt un mois. Le pays est dans le désarroi total suite au blocage à l'extérieur du chef de la Transition. Ce sont les groupes armés qui contrôlent quasiment Port-au-Prince après les attaques du 29 février et des 1er, 2, 3 et 4 mars 2024 contre les Commissariats de police, les Tribunaux, les centres carcéraux et des Ministères. Le gouvernement, il faut le dire, est en déroute. Personne n'est aux commandes. Mais, cette lutte pour renverser les autorités de Port-au-Prince ne se cantonne pas uniquement dans la capitale et ses banlieues. La population des neufs autres départements du pays aussi n'entendait donner aucun répit au gouvernement dans sa mobilisation. Au-delà du département de l'Ouest, en allant vers le nord, l'on ne compte plus le nombre de manifestations ayant eu lieu ces derniers mois, ces dernières semaines, voire ces derniers jours.

Dans le département de l'Artibonite par exemple, la population est toujours sur pied de guerre, notamment à Saint Marc et aux Gonaïves où une foule, sorte de marée humaine, a totalement paralysé l'agglomération des Gonaïves durant la semaine du 7 février 2024. A Bois-Marchand, un quartier de la ville, les manifestants ont pillé et incendié plusieurs dépôts de provisions alimentaires appartenant aux commerçants et organisations caritatives. Le bureau départemental du ministère de la Coopération et de la Planification est réduit en cendre en même temps que deux véhicules appartenant à l'État, alors que la population rend le Premier ministre responsable de ces actes. Un peu plus au nord, des villes comme Cap-Haïtien, Fort-Liberté, Hinche et Ouanaminthe ont été le théâtre de mouvements de contestation durant des semaines et les populations de ces régions se sont révélées être une force importante pour l'opposition et la BSAP afin de combattre le régime. Le Cap-Haïtien, la capitale régionale, a accueilli d'immenses manifestations pratiquement tous les mois de janvier et de février 2024.

Si curieusement la journée du lundi 5 février 2024 était plus calme, il n'empêche que les écoles, les établissements bancaires, les commerces sont tous restés fermés et, jusqu'au début du mois de mars, ils fonctionnaient toujours au ralenti. Mais, ce qui était plus bizarre, très tôt ce 5 février, des dizaines d'Haïtiens se sont précipités à l'aéroport de la ville afin de ne pas rater leur vol à destination de la Floride ou de la capitale haïtienne. Tandis que la police patrouillait dans les principales artères de la ville où le transport public, les taxi-motos se faisaient rares. En réalité, c'est l'ensemble du pays qui, pendant une semaine, n'a pas pris de pause et le clou de cette contestation a été comme l'avait promis l'opposition le mercredi 7 février 2024. Très tôt le matin, le pays s'est réveillé en mode révolution. Pas un village n'a été épargné de ce mouvement anti-gouvernemental durant lequel la population, en fusion avec les agents de la BSAP, a réclamé la démission du Premier ministre Ariel Henry.

Les villes de province, comme nous l'avons souligné au début, ont été les principales sentinelles de cette révolte contre le pouvoir. Pendant toute la journée du 7 février, la population a mené un front anti-Ariel Henry en brandissant des drapeaux : noir et rouge du Parti Pitit Dessalines et celui de la Russie. Au cours des manifestations, les manifestants ont tenté de bloquer la route conduisant vers l'aéroport du Cap-Haïtien et ont saccagé plusieurs entreprises privées. La police a dû intervenir à coup de gaz lacrymogène et de tirs à hauteur d'homme pour mettre fin aux pillages. La veille, sur la Place d'armes, Jean-Charles Moïse avait donné une conférence de presse pour dénoncer la police qui a un comportement dépassant ses limites empêchant la population d'exercer ses droits. C'est tout le Grand-Nord qui a été mobilisé à l'exemple du Nord-Est.

A Fort-Liberté, le chef-lieu de ce département, là aussi la population a pris les rues et appelé à la démission du Premier ministre, comme d'autres agglomérations, notamment Terrier-Rouge où les manifestants ont attaqué le Commissariat de police de la commune. A Trou-du-Nord, dès l'aube du 5 février, la population s'était rassemblée dans le centre-ville et se préparait à prendre d'assaut le Commissariat de la ville. Mais, devant une forte mobilisation de la police pour protéger ledit Commissariat, les manifestants ont dû rebrousser chemin. Sur la route nationale N° 6, juste à l'entrée de Ouanaminthe en passant par Fort-Liberté, les habitants du département du Nord-Est se sont mobilisés toute la journée du 7 février 2024, soutenus par les agents de la BSAP. Ces villes ne sont pas les seules du département, loin de là, où il y eu d'importantes manifestations durant la semaine qui a fait vaciller le régime. Il y le cas de Ouanaminthe qui est une ville moyenne du département du Nord-Est. Située sur la frontière juste en face de la ville de Dajabon en République dominicaine, Ouanaminthe était l'une des premières villes à se mobiliser contre le pouvoir.

Le refus des autorités de Port-au-Prince à soutenir les paysans dans la construction du canal est certainement à l'origine non seulement des déboires de la BSAP auprès du gouvernement mais aussi de son ralliement aux divers appels des chefs de l'opposition, notamment Guy Philippe, à rejoindre la contestation contre Ariel Henry. De ce fait, comme dans le Plateau Central, les agents de la BSAP du Nord-Est deviennent les meneurs de la contestation avec leurs propres méthodologies qui consistent à attaquer de front le pouvoir en le provoquant. Plusieurs institutions publiques ont été attaquées, pillées ou incendiées par les hommes de la BSAP mais aussi par la population qui n'a rien à perdre. C'est ainsi qu'on a assisté à des manifestations communes entre lundi 5 et le jeudi 8 février 2024. Des partisans de la plateforme politique Pitit Dessalines de Jean-Charles Moïse et des agents de la BSAP se sont fraternisés et ont parcouru la ville pratiquement tous les jours. Très remontés contre le gouvernement, les habitants ont attaqué plusieurs institutions publiques et privées.

La Mairie, la Douane, le Tribunal de Paix, Paryaj Pam, Croix-Rouge haïtienne, etc… ont été incendiés par les contestataires. Devenue un point important de la contestation anti-gouvernementale, la ville de Ouanaminthe, avec la présence de centaines d'agents de la BSAP sur son territoire, s'érige au rang de précurseur pour avoir été la première à dire NON à Ariel Henry et la population fait figure de pionnière dans le mouvement pour le renversement du gouvernement. En dépit d'un calme apparent, la BSAP et la population restent mobilisées et continuent de temps à autre à se faire entendre dans la ville. Enfin, prenons le chemin du retour en empruntant la route nationale N° 3, en direction de Hinche dans le département du Centre. Premier constat, sur tout le parcours, pas le moindre village qui ne soit pas en mode de révolte anti-gouvernementale depuis le début de la contestation. Le mercredi 7 février 2024, c'est toute la ville de Hinche qui a été paralysée et qui a vécu sous tension pendant toute la journée.

Une foule a pillé plusieurs locaux de l'Etat, notamment le bureau départemental du ministère de l'Économie et des Finances, la Mairie et la Douane de la localité de Papaye. L'unité spéciale de la police, UDMO (Unité Départementale de Maintien de l'Ordre), est aussi intervenue de manière conséquente et a procédé à l'interpellation de plusieurs contestataires dans le département du Centre, notamment, à Hinche, Belladère, Mirebalais où il y a eu beaucoup de monde dans les rues. Dans cette partie du territoire, - Nord-Est et le Plateau central - la lutte pour le départ d'Ariel Henry est encore plus rude. Plus radicale. Plus violente. Plus conséquente. La raison est simple, le soutien et la participation des agents de la BSAP quand ce ne sont pas eux-mêmes qui sont à l'origine des mouvements de contestation anti-gouvernementale. Parmi les villes de ces deux départements, sans établir une hiérarchie de nombre des manifestations enregistrées, il y en a deux qui remportent la Palme. Il s'agit de Ouanaminthe, dont on a déjà démontré l'engagement dans la bataille et Hinche.

Deux villes pourtant bien différentes dans leur topographie et leur organisation administrative et institutionnelle. Hinche est le chef-lieu du Plateau central, berceau du résistant anti-impérialiste, Charlemagne Péralte. Cette ville regroupe toute la panoplie institutionnelle et administrative de l'Etat avec son statut de chef-lieu de département. La puissance publique y est représentée par un Délégué (Préfet), un Directeur départemental de police, des Commissaires de police, un Commissaire du gouvernement (Procureur), un substitut du Commissaire du gouvernement (Procureur adjoint), des unités spéciales de la PNH (UDMO), etc. Bref, tout l'appareil judiciaire et répressif de l'Etat y est présent. En plus, Hinche n'a jamais eu une réputation de ville rebelle à l'image des Gonaïves ou de Petit-Goâve qui sont à l'avant-garde des contestations contre les pouvoirs établis dans la capitale. Pourtant, depuis plus d'un mois, cette ville qu'on dirait même pacifique, devient l'une des villes qui font peur au pouvoir et pouvait même être la ville qui ferait tomber Ariel Henry.

Pour trouver l'explication, il faudra chercher du côté de la BSAP. Mais, bien avant que cette structure armée fasse parler d'elle, il se trouve que le département du Centre a toujours été un bastion pour les anciens militaires démobilisés. Depuis longtemps, des ex-militaires des FADH ont élu domicile dans ce département frontalier de la République dominicaine où ils se comportent comme s'ils n'ont jamais été démobilisés. Ils ont leur caserne et leur commandement. Les gouvernements passent et repassent dans la « République » de Port-au-Prince, mais à aucun moment ces anciens militaires ne se sentaient menacés, voire inquiétés. Arrive l'histoire ou la création de la fameuse brigade de sécurité des aires protégées (BSAP) mise en place sous la présidence de Jovenel Moïse. Beaucoup de ces anciens militaires ont été recrutés de manière officielle pour intégrer cette institution publique. Beaucoup, disons-nous. Sauf que la création de la BSAP est une aubaine pour ces militaires démobilisés qui cherchaient justement une reconnaissance officielle de leur existence.

Compte tenu que les autorités n'ont pas fait ce qu'il fallait pour bien gérer ce nouvel organisme public, très vite tous les anciens militaires du pays vont se considérer comme faisant partie intégrante de la BSAP. Or, les autorités de Port-au-Prince ne contrôlent pas vraiment cette structure armée. Les agents prennent de plus en plus de liberté et ils étaient tolérés par le pouvoir de Jovenel Moïse mais aussi et surtout par le régime de la Transition conduit par Ariel Henry en tant que chef de gouvernement, tant qu'ils étaient à son service. Pendant ce temps, il n'existe pas de chef de l'Etat. Il aura fallu l'histoire du canal de Ouanaminthe pour que la BSAP quitte la sphère de ce gouvernement qui avait refusé de sécuriser les paysans contre l'armée dominicaine sur la frontière. Depuis, la BSAP et même l'ANAP ont été mises en veilleuse par le pouvoir de Transition qui veut les restructurer, selon l'arrêté proclamant leur mise à l'écart dont le chef historique, Jeantel Joseph, a été purement « viré » de l'institution.

D'où le bras de fer existant entre le gouvernement et la BSAP. Il se trouve que le pouvoir d'Ariel Henry est contesté par l'opposition qui réclame à cor et à cri sa démission et que la population aussi est entrée dans le jeu trainant avec elle la BSAP qui la soutient depuis septembre 2023 dans le conflit qui l'oppose justement avec le pouvoir. Du coup, Hinche s'est retrouvée en première ligne dans la mesure où, elle est l'une des places fortes sinon la base la plus importante de la BSAP dans le pays. C'est ce qu'on peut appeler faire d'une pierre deux coups : d'un côté, la BSAP qui avait déjà un contentieux à régler avec les autorités et de l'autre, la population qui réclame la fin du gouvernement intérimaire. Donc, rien d'étonnant que les deux entités s'allient pour le meilleur et le pire afin d'atteindre leur objectif qui est : la chute du Premier ministre. Or, celui-ci décide faire de la résistance alors même qu'il n'a aucune base constitutionnelle ni argument juridique pour vouloir rester au pouvoir que ce soit avant ou après le 7 février 2024. D'où, aussi, ces manifestations quasi-quotidiennes qu'on a recensées dans la ville et surtout dans le Centre-Ville depuis deux mois et où tout était bloqué du lundi 5 au jeudi 8 février 2024. Le 7 février a été le point culminant de la contestation.

Les établissements scolaires, le marché public, les entreprises privées, les institutions publiques, tout, absolument tout était resté fermé à cause des manifestations violentes menée par la BSAP qui n'a jamais déposé les armes malgré la mise en demeure du gouvernement. Rappelons que cette date a été l'une des plus meurtrières à travers tout le pays, notamment à Pétion-Ville où plusieurs personnes qui manifestaient dans le calme ont été malmenées par la police nationale et un certain nombre de civils armés. La journée s'est terminée par un soi-disant message à la Nation du Premier ministre Ariel Henry. Comme d'habitude, c'est durant la nuit, aux environs de minuit trente (0H30) qu'il s'est adressé à la population, lui réclamant de garder le calme et de ne pas attaquer les biens d'autrui et sans oublier de rappeler à la population que 7 février 2024 est une date de délivrance, de libération. En fait, Ariel Henry a passé en revue tout ce qu'il devait faire en trois ans mais qu'il n'a point réalisé et qu'il entend justement signer d'autres Accords avec des partis et acteurs non violents pour relancer le processus électoral en vue des élections.

Le Premier ministre a conclu ainsi son allocution vis-à-vis du pays *: « M ap fini pou m di tout moun Okay, Jeremi, Wanament, Gonaives, Tigoav, Mirebalais, Potoprens, gade kalm yo. Gouvenman an ak tout fos sekirite nou yo ap travay pou aktivite yo ka reprann nomalman. Mwen ban nou asirans pèp Ayisyen ap fini pa jwenn lapè, devlopman ak pwosperite »*. Peu crédibles aux yeux de la population, les propos du Premier ministre allaient provoquer un électrochoc auprès des oppositions et de la population. Ainsi, la situation quelques jours plus tard se dégénère après son départ pour Guyana afin de participer à la 46e Session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et à Nairobi au Kenya pour un Sommet de l'ONU sur l'environnement, depuis il est bloqué à l'extérieur. (**Fin**)

C.C

How Canada Funded a "Human Rights" Group Which Helped Topple Aristide



RNDDH's director Pierre Espérance in a Mar. 5, 2021 press conference

by Travis Ross

(The first of two parts)

Documents obtained by The Canada Files show that a controversial Haitian human rights group, the *National Human Rights Defense Network* (RNDDH), receives Canadian government funding through a non-profit legal advocacy organization.

Avocats sans Frontières Canada (ASFC) got the funding for a program in Haiti named "Access to Judicial Services" for more than $19 million CAD, through Global Affairs Canada. ASFC has long had a partnership with the RNDDH, being one of 25 organizational partners for Haiti programs. Under the "Access to Judicial Services" program, one of three ASFC projects, "Access to Justice and Fight Against Impunity in Haiti," is where the undisclosed amount money was given to the RNDDH. Global Affairs Canada confirmed it is aware that the RNDDH got funding from ASFC's project, when reached out to for comment.

Providing funding for the RNDDH for "advocacy activities" should sounds an alarm for those familiar with the RNDDH's history and the Canadian government's role in the 2004 coup d'etat against Haiti's democratically elected President Jean-Bertrand Aristide.

In a written response, ASFC says it "provides financial support to RNDDH, enabling them to continue their work documenting serious human rights violations and the way the justice system is processing such cases in accordance with the rule of law." ASFC would not disclose the amount of funding given to the RNDDH, citing confidentiality.

ASFC also explained that this funding allows RNDDH to "to provide legal support to survivors of gender-based violence and to pursue their advocacy activities." The RNDDH's "advocacy activities" are truly infamous, and coincide with events just after the 2004 coup against Aristide, which Canada played a key role in.

Canada's role in 2004 coup against Aristide

Then-Haitian President Jean-Bertrand Aristide had won the 2000 election with almost 92% of the popular vote. The election was a resounding victory for Aristide and *Fanmi Lavalas* (FL), which won local elections across Haiti and 16 out of 17 senate seats.

On Feb. 29, 2004, a coup d'état backed by the U.S., Canadian, and French governments forced Aristide from office, with Canada playing a key role in organizing it.

The first meeting, referred to as the "Ottawa Initiative on Haiti," was held at the federal government's conference center on Meech Lake near Canada's capital, on Jan. 31 and Feb. 1, 2003. This secretive meeting laid the groundwork for a military intervention that would occur a year later by U.S. and Canadian forces against Aristide.

Canada provided 50 soldiers to secure Haiti's Toussaint Louverture International Airport. Aristide was abducted by a U.S. SEAL team and flown out of this "secured" airport to be left in the Central African Republic.

The coup had a devastating effect on Haitian society.

A 2006 Lancet study revealed that "during the 22-month period of the U.S.-backed Interim Government, 8,000 people were murdered in the greater Port-au Prince area alone. 35,000 women and girls were raped or sexually assaulted, more than half of the victims were children."

Mario Joseph, director of the *Bureau des Avocats Internationaux* (BAI) argues that "if the Lancet cited 8,000 murders in Port-au-Prince between 2004 and 2006, we have to double this number to reflect what happened throughout the country."

The Canadian-funded NCHR-Haiti played a key role in the coup

Pierre Espérance and the RNDDH played a key role in the coup d'état that forced democratically elected Aristide from power in 2004.

At the time, Espérance's so-called human rights group was named NCHR-Haiti.

Brian Concannon, a human rights lawyer and director of the Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH), described NCHR-Haiti as a "ferocious critic" of Aristide's government and an "ally" of the illegal regime. According to Concannon, the Latortue regime "had an agreement with NCHR-Haiti to prosecute anyone the organization denounced."

"People perceived to support Haiti's constitutional government or Fanmi Lavalas, the political party of President Jean-Bertrand Aristide, [were] systematically persecuted from late February [2004] through the present. In many cases, the de facto government of Prime Minister Gérard Latortue is directly responsible for the persecution," Concannon explained.

NCHR-Haiti "became increasingly politicized and, in the wake of the 2004 coup d'état, it cooperated with the IGH [the Latortue / Boniface regime] in persecuting Lavalas activists," Concannon later wrote in *The Jurist.* "The persecution became so flagrant that NCHR-Haiti's former parent organization, New York-based NCHR, publicly repudiated the Haitian group and asked it to change its name."

Espérance and NCHR-Haiti then changed their name to the "National Human Rights Defense Network", or the RNDDH.

The RNDDH manufactured a "massacre" to frame Haiti's PM Yvon Neptune

In an open letter sent on Oct. 19, 2006, to Haiti's Justice Minister René Magloire, human rights lawyer Joseph refers to NCHR-Haiti as an "injustice machine" that was invented through Canadian government funding. Joseph argued that accusations made against FL elected representative Amanus Mayette and former prime minister Yvon Neptune "are political". Emphasizing that accusations by NCHR-Haiti resulted in "more than a hundred Fanmi Lavalas grassroots activists" being "arrested and detained with no charge, and no trial."

Joseph and several other human rights lawyers demanded the release of FL political prisoners, including former parliamentarian Mayette and Neptune.

The letter also highlights NCHR-Haiti's role in the Latortue regime's "tenacious program of vengeance" which caused "caused considerable harm to the political prisoners," noting that "it was on the basis of a mere [NCHR-Haiti] press release" that Neptune and Mayette were arrested.

In a separate interview, BAI's Joseph accused the RNDDH of fabricating allegations against three elected FL leaders as part of a "disinformation campaign." Joseph represented these leaders as a defense lawyer against allegations that they orchestrated a massacre in La Scierie, a neighborhood of Saint Marc in Haiti.

Author Jeb Sprague described the events in La Scierie in his book *Paramilitarism and the Assault on Democracy in Haiti*, which would be used by Espérance and RNDDH to help create the grounds for his illegal detention by the coup regime.

Sprague describes a coordinated attack where anti-government paramilitary forces attacked police stations across the Haiti's Gonaïves region in early 2004. After the city's fall, a smaller group broke away and entered Saint-Marc (La Scierie). This paramilitary squad met up with RAMICOS (*Rassemblements des Militants Consequents de la Commune de Saint-Marc*). Sprague describes RAMICOS as a "quasi-paramilitary group financed by opposition elites." RAMICOS and the paramilitaries immediately attacked government buildings and police stations.

A week later, government forces pushed back the paramilitaries and retook Saint-Marc. During this operation, government forces were supported by a local armed defense group named *Bale Wouze*. Afterwards, RAMICOS forces remained in Saint-Marc.

Following the victory against the paramilitary forces, Prime Minister Yvon Neptune visited Saint-Marc, inspecting the remains of a burned down police station attacked by RAMICOS and other paramilitary forces.

A day after the retaking of Saint-Marc, RAMICOS forces attacked a police station in the La Scierie neighborhood. A mix of police officers, *Bale Wouze* members, and citizens of La Scierie defended their neighborhood and successfully pushed back RAMICOS forces. In this firefight, several people were killed, including civilians.

Sprague clearly doesn't consider the RNDDH to be a credible human rights group, describing it as an "opposition-aligned human rights group".

Following the La Scierie events, the RNDDH described the battle as an "Aristide government-sanctioned massacre." The RNDDH had the audacity to demand "immunity for paramilitary financier Judy C. Roy" while blaming Neptune for orchestrating a "genocide" against civilians.

Neptune was jailed and illegally detained. The RNDDH's accusations against Neptune were a direct cause of his prolonged, illegal detention.

Subsequent investigations by independent investigators and the United-Nations undermined Espérance's description of events in La Scierie.

A *Press for Conversion!* article by Kevin Skerritt explained that, following an April 2005 investigation into the violence in Saint Marc, the then-UN Human Rights Expert on Haiti, Louis Joinet, "dismissed accounts of a massacre" and described instead a series of killings in "confrontations" between two armed groups with casualties on both sides.

Joinet's conclusions were echoed by Thierry Fagart, chief of the UN Mission's Human Rights division, who also said "since the beginning of the procedure until today, the fundamental rights, according to national and international standards, have not been respected in the case of Mr. Neptune." Fagart continued, "for me, it is clear that they have never had any legal grounds to prosecute him. From the very beginning until today, all the proceedings against him were illegal."

Fagart concluded that Haiti's democratically elected government's decision to take back Saint-Marc by force was justified. "I think that they were right because they were - I'm not a supporter of Lavalas, I want to make clear that I am not a supporter of Lavalas. But at the same time, it was clear that the legal government was the Aristide government."



The money trail runs through these three entities, revealing Canadian support for the subversion of democracy.

In 2006, Canadian investigative journalist Chris Scott visited Saint Marc. He dismissed NCHR-Haiti as a "partisan" group whose allegations against Neptune were nothing more than "conjecture." He concludes that "given Canada's unacknowledged role in the overthrow of the Aristide government and its enthusiastic support for the post-coup régime," Canada's decision to fund NCHR-Haiti shows "complicity" in the "very partisan game."

Indeed, within weeks of the allegations launched by NCHR-Haiti against Neptune, the Canadian Embassy in Haiti announced that $100,000 CAD in funding would be allocated to the organization. An investigation by journalist Anthony Fenton revealed NCHR-Haiti applied for over $79,000 CAD for "legal representation for the victims of La Scierie."

ASFC pretends RNDDH had no role in Neptune's illegal detention

ASFC published a document titled "*Haïti: Guide pratique sur le recours en habeas corpus*" (Haiti: A practical guide to recourse in habeas corpus) on their website. The guide was created under the AJULIH project with funding from the Canadian government. The guide is designed to assist Haitian human rights lawyers defend Haitians who are illegally detained.

The only case the document provides as an example of a Haitian whose rights to habeas corpus (in short, the fundamental right in the Constitution that protects against unlawful and indefinite imprisonment) is then-Prime Minister, Yvon Neptune.

The document refers to Neptune's case without mentioning that his illegal imprisonment was a result of false allegations by Espérance and NCHR-Haiti.

The ASFC document focuses on the Inter-American Court of Human Rights (IACHR) ruling that the State of Haiti violated Neptune's human rights.

The IJDH's summary of the ruling explains that the IACHR found the Haitian State violated "11 different provisions of the American Convention on Human Rights by illegally imprisoning former Prime Minister Yvon Neptune for two years and allowing the case to drag on in the courts for almost two more."

"The Court criticized nearly every aspect of Haiti's prosecution of Mr. Neptune," the summary explained. "It found Mr. Neptune's 25-month-long detention illegal, and the prison conditions he endured to be inhumane and degrading."

When asked about their partner organization's role in Neptune's persecution, the ASFC avoided commenting, stating that the "Neptune decision by the Inter-American Court of Human Rights was used in the guide, as it is a decision handed down by a regional instance on abusive pre-trial detention."

When Solidarity Groups Investigated RNDDH and Espérance

Several delegations from Haiti legal advocacy and solidarity groups visited Haiti after the 2004 coup to investigate alleged human rights violations there. Their reports concur with the accusations made by the IJDH and BAI regarding Espérance and NCHR-Haiti's collaboration with the coup government to persecute FL leaders and supporters.

The Quixote Center sent a delegation to Haiti led by retired Caribbean Studies professor Tom Reeves. Upon returning from Haiti, Reeves wrote an article explaining the delegation's findings in which he described NCHR-Haiti as "completely partisan: anti-Lavalas, anti-Aristide. This is simply not proper for a group calling itself a 'Haitian Rights' organization."

In April 2004, the National Lawyers Guild sent their second delegation to Haiti. One of the report's eight "Unanimous Statements and Recommendations," was an

suite à la page(16)

2024 EST L'ANNÉE LA PLUS ME
PALESTI



Cette année a été la plus meurtrière pour les femmes palestiniennes depuis le début de l'occupation,

Par Addameer

On relève depuis l'offensive du 7 octobre, près de 240 cas de détention de femmes originaires de Cisjordanie, de Jérusalem occupée et des territoires occupés en 1948. Les prisonnières de Gaza sont confrontées au crime de la disparition forcée, et il n'y a aucune information précise sur le nombre de femmes en détention.

Ramallah – Cette année a été la plus meurtrière pour les femmes palestiniennes depuis le début de l'occupation, suite à l'agression générale et au génocide en cours contre notre peuple à Gaza. À cela s'ajoutent les crimes odieux et les violations graves dont sont victimes les femmes, notamment les exécutions sommaires, les arrestations systématiques et les terribles violations qui les accompagnent, y compris les agressions sexuelles.

À l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme, qui a lieu chaque année le 8 mars, les organisations de prisonniers palestiniens (la Commission des affaires des détenus, le Club des prisonniers palestiniens et l'Association Addameer pour le soutien aux prisonniers et les droits de l'homme) ont déclaré dans leur rapport que le ciblage des femmes palestiniennes a été l'une des politiques les plus importantes et les plus systématiques depuis les premières années de l'occupation.

Les crimes dont les femmes palestiniennes ont été les victimes tout au long des décennies d'occupation, et la période qui a suivi le 7 octobre, ont toujours connu la même brutalité. Mais suite aux nombreux témoignages recueillis, la différence réside dans l'intensité et l'escalade sans précédent de ces crimes par rapport aux périodes qui ont connu des soulèvements et des vagues populaires en Palestine occupée.

Les arrestations de femmes, y compris de mineures, ont constitué l'une des politiques les plus importantes adoptées par l'occupation, avec une intensité sans précédent après le 7 octobre.

Le nombre d'arrestations de femmes après le 7 octobre a atteint environ 240. Ce chiffre comprend les femmes arrêtées en Cisjordanie, à Jérusalem et les femmes originaires des territoires occupés en 1948.

Il n'y a pas d'estimation claire du nombre de femmes arrêtées à Gaza, car certaines ont été relâchées plus tard. Cependant, il est certain qu'il y a encore des femmes détenues dans les camps militaires de l'occupation, victimes de disparitions forcées.

Les organisations ont déclaré qu'au moment de la publication de ce rapport, le nombre de femmes détenues dans les prisons de l'occupation, dont la majorité est détenue dans la prison de Damon, s'élevait à 60 détenues. Parmi elles, deux prisonnières de Gaza sont détenues à la prison de Damon.

Une fois de plus, il est souligné qu'il n'y a pas d'information sur le nombre de prisonnières de Gaza dans les camps de l'occupation israélienne.

Voici les principaux détails concernant les prisonnières détenues dans les prisons de l'occupation israélienne à la date de préparation du rapport.

Comme mentionné précédemment, le nombre de prisonnières est de 60, dont deux prisonnières de Gaza. Parmi les prisonnières, il y a deux mineures, 24 mères et 12 détenues administratives. En outre, il y a une avocate et une journaliste parmi les détenues, ainsi que 12 prisonnières étudiantes et 11 prisonnières souffrant de divers problèmes de santé, y compris deux prisonnières blessées.

De plus, il y a des prisonnières qui sont les épouses, les mères et les sœurs d'autres prisonniers, en plus d'une prisonnière qui est la mère d'un martyr. Il est à noter que trois prisonnières sont détenues depuis avant le 7 octobre et que les autorités israéliennes ont refusé de les libérer lors du dernier accord d'échange en novembre 2023. Les organisations soulignent les problèmes majeurs qui se sont posés après le 7 octobre lors des campagnes d'arrestation à grande échelle :

Le ciblage des femmes par des campagnes d'arrestations massives et leur exploitation comme otages : Les forces d'occupation israéliennes ont intensifié les opérations d'arrestation systématique des femmes palestiniennes après le 7 octobre, dans tous les territoires palestiniens, sans exempter les mineurs. Elles ont notamment arrêté des femmes en tant qu'otages dans le but de faire pression sur un membre de la famille visé par l'occupation pour qu'il se rende aux autorités israéliennes.

Cette politique est devenue l'un des crimes les plus marquants qui ont connu une escalade significative après le 7 octobre. Elle a impliqué des épouses et des mères de prisonniers et de martyrs, y compris des femmes âgées de plus de soixante-dix ans. Il convient de noter que cette politique a également touché d'autres groupes, et pas seulement les femmes.

La détention de femmes en tant qu'otages s'est accompagnée d'actes de torture, de menaces, y compris de menaces de mort à l'encontre du membre de la famille ou de l'époux visé. En plus des agressions qu'elles ont subies pendant la procédure d'arrestation, leurs maisons ont été vandalisées et leurs enfants terrorisés, sans compter la confiscation et le vol de leur argent et de leurs bijoux.

Agressions sexuelles et violences contre les femmes palestiniennes, y compris les prisonnières :

Les organisations de prison-



Gaza, Mai 2023 - Des manifestatntes tiennent des banderoles et des portraits de prisonnières palestiniennes dans les prisons israéliennes, devant le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans la ville de Gaza - Photo : Ali Jadallah

EURTRIÈRE POUR LES FEMMES NIENNES



La police israélienne kidnappent une jeune femme alors que des Bédouins manifestent dans le village de Sawe al-Atrash dans le Naqab contre un projet de boisement du Fonds national juif, le 12 janvier 2022 – Photo : Ahmad Gharabli

niers ont affirmé que l'un des crimes les plus importants commis par les forces d'occupation israéliennes contre les femmes palestiniennes, y compris les prisonnières, est l'agression sexuelle. Cela inclut le harcèlement, la fouille à nu et les menaces de viol. En outre, les Nations unies ont rapporté des témoignages fiables de détenus de Gaza victimes de viols.

Les organisations ont réussi à recueillir des témoignages de prisonnières libérées, notamment lors de l'accord d'échange qui a eu lieu en novembre 2023. Elles ont également recueilli des témoignages de prisonnières incarcérées et de femmes dont les proches ont été arrêtés et persécutés.

La prison de Hasharon a servi de lieu de détention temporaire pour les femmes détenues avant leur transfert à la prison de Damon. Elle a été le théâtre de procédures de fouilles à nu, auxquelles la majorité des prisonnières ont été soumises, selon des dizaines de témoignages documentés par les organisations. Ces témoignages ont également mis en lumière les conditions de détention dégradantes et humiliantes, ainsi que diverses agressions, y compris des coups physiques brutaux.

Dans le témoignage d'une prisonnière qui a été arrêtée à son domicile après le 7 octobre, elle a indiqué avoir été victime d'agressions sexuelles et de harcèlement lors de son arrestation et de son interrogatoire. Un soldat lui a touché la tête et les pieds de manière inappropriée, a utilisé un langage obscène et l'a menacée à plusieurs reprises.

Les soldats lui ont jeté des mégots de cigarettes et des restes de nourriture pour l'humilier. La prisonnière a également été battue à plusieurs reprises par les soldats de l'occupation, ce qui lui a causé des douleurs dans tout le corps, sans qu'aucun traitement médical ne lui soit fourni.

Prisonnières de Gaza : Témoignages horribles sur leur arrestation

L'occupation a commis et continue de commettre le crime de disparition forcée à l'encontre des prisonnières de Gaza. Depuis le début de l'agression et du génocide, et avec l'invasion terrestre de Gaza qui a suivi, des femmes de Gaza ont été arrêtées en grand nombre. Elles ont été détenues dans des camps militaires, et certaines d'entre elles dans la prison de Damon.

L'occupation persistant dans le crime de disparition forcée à l'encontre des détenues de Gaza, les organisations manquent de données claires sur leur nombre ou sur ceux qui restent détenues dans des camps militaires sous l'administration de l'armée d'occupation.

Dans la prison de Damon, deux prisonnières de Gaza sont toujours détenues séparément des prisonnières de Cisjordanie, de Jérusalem occupée et des territoires occupés en 1948.

Malgré la libération de dizaines de prisonnières de Gaza, des témoignages poignants et tragiques sont apparus sur les conditions de leur arrestation, leur transfert dans des camps militaires, les humiliations, les tortures, la privation de leurs droits, les menaces de viol et les fouilles à nu dégradantes auxquelles elles ont été soumises.

Elles ont également été victimes de harcèlement, de langage offensant et d'insultes délibérément utilisés par les soldats de l'occupation. Les soldats les ont forcées à retirer leurs « hijabs » pendant toute la durée de leur détention, en plus de les déshabiller. Nous rappelons ici le rapport des Nations Unies qui fait état de témoignages fiables de détenus gazaouis victimes de viols.

Près de 60 femmes détenues à la prison de Damon sont confrontées à des conditions de détention difficiles. Les autorités d'occupation israéliennes détiennent la majorité des femmes dans la prison de Damon, historiquement utilisée comme prison centrale pour les détenues palestiniennes.

Actuellement, 60 prisonnières subissent des conditions de détention sévères et difficiles en raison de la politique d'isolement collectif adoptée à l'encontre des hommes et des femmes détenus dans les prisons de l'occupation après le 7 octobre.

Plus précisément, dans la période qui a suivi le 7 octobre, les prisonnières ont été soumises à des agressions généralisées. Cela comprenait l'isolement, les attaques des forces de répression, la confiscation de tous leurs biens et la privation de leurs droits, tels que la communication avec leurs familles.

Aujourd'hui, en plus des politiques mentionnées précédemment, les prisonnières souffrent de la faim parce que l'occupation israélienne leur impose une politique de privation.

Cette politique consiste à priver les prisonnières d'aliments supplémentaires provenant de la cantine de la prison et à leur refuser tout traitement médical, ce qui relève de la catégorie des crimes médicaux.

La surpopulation imposée par l'administration pénitentiaire israélienne pèse lourdement sur les prisonnières, ce qui entraîne de nombreuses conditions de détention tragiques à l'intérieur de la prison de Damon.

De nombreuses prisonnières ont été forcées de dormir à même le sol, et il y a une grave pénurie de vêtements et de couvertures, rendue encore plus pénible par le froid. Certains prisonniers portent toujours les mêmes vêtements que ceux dans lesquels ils ont été arrêtés et n'ont pas pu en changer.

L'administration pénitentiaire israélienne a délibérément privé les prisonnières d'eau potable, et la seule eau disponible est impropre à la consommation. La majorité des prisonnières sont soit placées en détention administrative, soit accusées d' « incitation ».

Les femmes palestiniennes ont été la cible d'une escalade historique sans précédent des opérations de détention administrative. Fin février, le nombre de détenus administratifs dans les prisons israéliennes s'élevait à 3558, dont 12 femmes détenues administrativement au moment de la préparation de ce rapport. Parmi elles se trouvent des journalistes, des avocates et des étudiantes universitaires.

En outre, les femmes détenues restantes, dont la majorité fait face à des accusations liées à l'incitation sur les plateformes de médias sociaux, constituent l'un des principaux prétextes utilisés par l'occupation pour arrêter les Palestiniens en Cisjordanie, à Jérusalem occupée et dans les territoires occupés de 1948.

Il convient de noter que l'une des étapes importantes dans l'histoire de la question des femmes détenues a été l'échange de prisonniers qui a eu lieu en novembre, au cours duquel 71 femmes détenues ont été libérées, certaines d'entre elles ayant purgé des peines allant jusqu'à 16 ans.

Elles faisaient partie des 240 personnes libérées dans le cadre de l'accord d'échange qui a eu lieu à ce moment-là.

Il convient de mentionner que les autorités d'occupation ont arrêté à nouveau deux prisonnières qui avaient été libérées dans le cadre de l'accord, tandis que deux prisonnières de Jérusalem ont été convoquées devant des tribunaux civils sous prétexte qu'ils avaient des dossiers contre elles alors qu'elles se trouvaient emprisonnées.

En tant qu'organisations de défense des droits des prisonniers, et sur la base de témoignages obtenus auprès de prisonnières et de détenues palestiniennes, nous confirmons que l'occupation israélienne continue de violer les droits des prisonnières palestiniennes dans les centres de détention et d'interrogatoire, les prisons, les hôpitaux, les cliniques médicales, les checkpoints et les points d'inspection.

Ces violations touchent toutes les catégories de femmes palestiniennes, y compris les enseignantes, les étudiantes, les mères, les enfants et autres.

Nous demandons instamment aux Nations unies et à tous les États membres de faire pression sur l'État occupant pour qu'il respecte le droit international et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Nous appelons les parties contractantes de la Quatrième Convention de Genève à mettre fin aux agressions physiques et psychologiques perpétrées par les soldats de l'occupation lors de l'arrestation de femmes palestiniennes, à leur détention illégale dans le territoire palestinien occupé, et à mettre un terme à la torture physique et psychologique et aux traitements qui portent atteinte à la dignité des femmes palestiniennes lors des interrogatoires.

Palestine occupée – Rassemblement de soutien aux prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes – Photo : Archives

* **ADDAMEER** (mot arabe signifiant la « conscience ») Prisoner Support and Human Rights Association, est une institution civile non gouvernementale palestinienne qui œuvre en faveur des prisonniers politiques palestiniens détenus dans les prisons israéliennes et palestiniennes.

Créé en 1991 par un groupe de militants motivés par la question des droits de l'homme, le centre offre une aide juridique gratuite aux prisonniers politiques, défend leurs droits au niveau national et international, et s'efforce de mettre fin à la torture et aux autres violations des droits des prisonniers par le biais d'une surveillance, de procédures juridiques et de campagnes de solidarité.

Addameer 7 mars 2024
Traduction : Chronique de Palestine 12 mars 2024

Que reste-t-il de la démocratie en Afrique ?



Par Soraya Aybar Laafou

Dix-neuf élections présidentielles ou générales sont prévues pour 2024 et bon nombre d'entre elles pourraient ou non façonner de nombreuses démocraties africaines.

La vie conquiert Dakar. Un chauffeur de taxi se déplace dans la frénésie du trafic incontrôlé vendredi soir. Dans la boîte à gants se trouvent quelques journaux usés que le conducteur utilise pour décorer son véhicule. En haut de la couverture est inscrite la date : 6 février 2024. La veille, le président du pays, Macky Sall, avait reporté les élections prévues fin février, qui se tiendront finalement dimanche 2 juin. . Dans les émissions de radio, le nom du président résonne. Elle résonne sur les radios et rebondit aux quatre coins de la capitale sénégalaise : *« Macky Sall, dictateur ! »* scande un groupe de jeunes devant l'esplanade de l'Etat Léopold Sédar Senghor. La démocratie disparaît par moments dans ce coin de l'Afrique de l'Ouest, l'un des derniers bastions et bastions démocratiques du continent africain.

« Nous étions un exemple pour nos voisins. Il fallait un changement dans une démocratie qui nous est retirée », explique Souleimane. La voix du jeune homme, qui étudie dans la capitale et qui rêve d'un avenir prospère et digne, est un porte-parole pour les millions de personnes qui ont vu pâlir leur pays et leur foyer ces dernières années. « Qu'allons-nous faire ? » demande le jeune homme avec crainte. La question se pose dans une année vitale, critique et déterminante : 19 élections présidentielles ou générales sont prévues pour 2024 et nombre d'entre elles pourraient ou non façonner de nombreuses démocraties africaines.

L'Afrique du Sud, le Ghana et le Mozambique joueront avec le pion démocratique

En Afrique du Sud, pour la première fois dans l'histoire, l'implacable Congrès national africain (ANC), qui a porté Nelson Mandela à la présidence après la période de l'apartheid, pourrait perdre sa majorité absolue dans ce pays du cône sud. Même si les sondages prévoient entre 41 et 46 % des voix pour le parti historique sud-africain, doublant le deuxième sur la liste électorale, l'Alliance démocratique, les coalitions pourraient menacer l'échec du parti. Avec cela, non seulement une époque pourrait se terminer, mais une autre pourrait commencer, frustrée principalement par le mécontentement social et l'inefficacité du gouvernement lors de la dernière législature.

Après les élections du 29 mai, la démocratie dépendra d'une coalition avec le parti des Combattants de la liberté économique. Ce dernier, dirigé par Julius Malema, envisage d'exproprier les propriétés foncières de la population blanche pour les transférer à la population majoritairement noire. La direction que prendra le pays n'est pas claire et dépendra de la manière dont le changement d'un système dominant s'adaptera aux besoins sud-africains.

Le Ghana a également rendez-vous avec la démocratie. Les élections présidentielles du pays marqueront l'arrivée d'un nouveau dirigeant lorsque le président Nana Akufo-Addo quittera le pouvoir après avoir accompli son deuxième mandat, limité par la Constitution. Le Ghana sera la cinquième succession présidentielle dans le pays depuis le retour à une politique démocratique multipartite en 1992. Ce pays d'Afrique de l'Ouest a construit et travaillé sur une image d'engagement, de respect des résultats électoraux et de répartition du pouvoir. Mais il n'est pas non plus exempt de critiques et de rumeurs.

Les élections de 2024 se déroulent dans un contexte de fortes difficultés économiques défavorables au pays. La pandémie de COVID-19, la perturbation des réseaux d'approvisionnement en céréales et autres produits clés tels que le cacao, ainsi que le manque de discipline monétaire et budgétaire ont accru l'inflation. La dette a nécessité un plan de sauvetage d'urgence du Fonds monétaire international d'une valeur de 3 milliards de dollars, mettant le Nouveau Parti patriotique d'Akufo-Addo au pied du mur. À l'instabilité économique s'ajoute la menace croissante que la violence au Sahel se propage à travers sa frontière nord depuis le Burkina Faso.

Au Mozambique, les élections présidentielles sont marquées par le sentiment croissant de droit et d'impunité du parti au pouvoir, le Front de libération du Mozambique (FRELIMO). Les élections municipales d'octobre 2023 avancent ce que l'on peut attendre. Ensuite, la Commission électorale nationale a déclaré que le FRELIMO avait gagné 64 des 65 élections, remportant même les zones où le parti de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) prédominait. Pourtant, des décomptes parallèles effectués par des observateurs locaux indépendants ont montré que la RENAMO avait gagné dans davantage de municipalités, y compris, pour la première fois, à Maputo, la capitale du pays.

L'impunité du FRELIMO semble refléter son sentiment de droit de gouverner le Mozambique, quel qu'en soit le prix. Une dynamique qui se reproduit dans d'autres partis de libération en Afrique australe et orientale, comme au Zimbabwe ou en Ouganda. L'absence d'un système multipartite compétitif élimine un élément central et vital de l'autocorrection et de l'autocritique démocratiques.

La spirale de la violence et les gouvernements militaires au Sahel

Trois États du Sahel central – le Burkina Faso, le Mali et le Niger – sont plongés dans une spirale d'insurrection jihadiste qui dure maintenant depuis 10 ans. En 2023, le nombre de personnes tuées par les violences au Burkina Faso a doublé, se classant au premier rang après le Nigeria en Afrique de l'Ouest. Dans la région sahélienne, le nombre de victimes a augmenté de 38 % et celui des civils de 18 %. 2024 ne s'annonce pas avec des améliorations. Selon l'organisation non gouvernementale Armed Conflict Location and Event Data Project, l'intensification des efforts anti-insurrectionnels augmentera les niveaux de violence dans les trois pays.

Politiquement et après 50 ans, le Niger a quitté la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour rejoindre une nouvelle alliance putschiste : l'Alliance des États du Sahel. Dans ce document, le Niger, le Mali et le Burkina Faso approfondissent la division entre les trois nations dirigées par les militaires et celles des autres pays de la région, avec des présidents choisis selon un système démocratique. Même si les dernières nouvelles de la CEDEAO incluent la levée des sanctions contre le Niger, assouplissant la position du bloc pour restaurer le chemin de la démocratie, pour l'instant aucun des trois n'est revenu sur sa décision.

Du nord au sud : une population jeune dans un continent aux nids-de-poule démocratiques

En Afrique, l'avenir de la démocratie tombera entre les mains des jeunes, tandis que les dirigeants continueront de languir au pouvoir. La longévité de ces dirigeants creuse un fossé générationnel qui mécontente une population de plus en plus jeune.

Souleimane reste immobile parmi la foule lors d'une des nombreuses manifestations que le Sénégal a connues ces dernières semaines. Malgré cela, le jeune homme, qui se dit fatigué des échecs démocratiques, parle du succès des mouvements sociaux dans le pays et sur le continent. *« Ils ne nous feront pas taire, nous continuerons à remplir les rues jusqu'à ce que nous y parvenions »,* déclare-t-il fièrement.

Rebelion12 mars 2024

Sandino, retour vers le futur !


Le général nicaraguayen Augusto C. Sandino

Par Thierry Deronne

A l'occasion des 90 ans de l'assassinat du général nicaraguayen Augusto C. Sandino sur ordre de Washington, L'Humanité Magazine m'a demandé de lui consacrer un article. J'y mets en lumière un Sandino méconnu : constructeur de communes autogérées dans les zones libérées par sa guérilla paysanne, suivant une vision très proche des communes populaires organisées aujourd'hui au Venezuela; et prophète, avec son « Plan pour la réalisation du rêve suprême de Bolivar », des politiques de coopération reprises par la gauche latino-américaine, en particulier sous l'impulsion d'Hugo Chávez. Le 21 février, j'ai prononcé à l'Institut Simon Bolivar à Caracas une conférence intitulée « De Sandino a Chávez » pour développer cette continuité historique.

Le 19 juillet 1979, lorsque s'effondre la dictature des Somoza – longue de près de 45 ans – et qu'entrent à Managua, juchés sur des blindés, les guérilleros du Front Sandiniste, les Nicaraguayens euphoriques découvrent à la télévision l'image en noir et blanc d'un général qui enlève et remet son chapeau. Ce salut de quelques secondes, passé en boucle, est l'unique image en mouvement de Sandino. Revanche pour celui que la longue nuit du somozisme a tenté d'expulser de l'Histoire après son assassinat perpétré sur ordre de Washington, il y a 90 ans, le 21 février 1934.

Dans Augusto C. Sandino, le « C » ne vient pas comme on le lit parfois de « César » mais de « Calderon » – nom de sa mère, domestique au service d'un propriétaire terrien. De leur relation, le « bâtard » naît en 1895 dans le village de Niquinohomo, à une trentaine de kilomètres de la capitale du Nicaragua. *« J'ai ouvert les yeux dans la misère et j'ai grandi dans la misère. Dès que j'ai pu marcher, je l'ai fait sous les plantations de café en aidant ma mère (…) C'est ainsi que j'ai grandi, ou peut-être est-ce pour cela que je n'ai pas grandi. »*

C'est là qu'à 17 ans, en 1912, il voit passer le corps mutilé du général patriote Benjamin Zeledón – un des chefs de l'insurrection contre le président fantoche Adolfo Diaz, agent des Etats-unis -, fusillé par les Marines intervenus massivement dans le pays, emmené dans une charrette à bœufs : *« cela m'a donné la clé de la situation nationale »*. Travailleur migrant, il part au Guatemala où il est témoin des exactions de la United Fruit Company (1), empire de la production bananière qui domine déjà l'économie de l'Amérique Centrale. Puis il se fond parmi les travailleurs de la Huasteca Petroleum Company au Mexique, où il apprend énormément des luttes syndicales, au moment où parviennent les vents de l'anarcho-syndicalisme, des utopies socialistes, de l'anti-impérialisme et de la révolution soviétique. La déflagration révolutionnaire du Mexique (1910), la grande rédemption des paysans sans terre et des peuples indigènes autour d'hommes à cheval comme Emiliano Zapata et Pancho Villa, le marquent profondément.

Sandino y reconnaît la ligne insurrectionnelle initiée au Nicaragua par les leaders de la résistance indigène Diriangén et Nicarao lors de la Conquista espagnole au XVIe siècle, rallumée en 1881 par la rébellion, brutalement réprimée, du peuple indigène Matagalpa qui défend sa terre.

De retour dans sa patrie, Sandino s'enrôle dans l'armée des libéraux en guerre contre les conservateurs. Jusqu'au jour où il décide de rompre avec ce bipartisme de grands propriétaires terriens qui ne voient dans le paysan qu'une chair à canon pour leurs batailles du «pouvoir pour le pouvoir». Il refuse de signer le Pacte de l' »Espino Negro » qui place le pays sous la coupe des États-Unis. *« Je ne me vends pas, je ne me rends pas. Patrie libre ou mourir »*.

Autour d'un drapeau rouge pour la liberté et noir pour la mort, avec une poignée de mineurs, de paysans et d'artisans, avec toutes et tous ceux qu'ont invisibilisés des siècles de colonialisme, il lance en 1927 sa « guerre de libération nationale ». Le « général des hommes libres », comme l'appelle l'écrivain communiste français Henri Barbusse, est un homme sûr de lui. Pour les paysans indigènes, il est le « huehualt », le vieux sage . "Justicia, redención, dignidad, libertad" : sa langue fluide parle aux exclus. Autodidacte, Sandino se forge une solide philosophique politique qui va de Bolivar à Lénine. Il entre dans la franc-maçonnerie, étudie les alternatives aux religions de l'oppresseur, cherche dans la théosophie – utopie mystique de la fraternité et de l'égalité, les fondements de sa «commune universelle». Il s'intéresse à Gandhi, médite, croit dans la télépathie et dans la réincarnation. Mais son Dieu est anticlérical, c'est le Dieu des pauvres, et la cohésion de son armée repose sur l' « abrazo », l'accolade simple des « hermanos » – frères en toute chose.

Bien avant Guernica (1937), la première frappe aérienne contre une population civile a lieu à Ocotal, en 1927, lorsque les États-Unis bombardent un village où sont retranchés les combattants sandinistes. Sandino comprend qu'une guerre frontale est vouée à l'échec. Il réorganise sa guérilla dans les montagnes profondes de Nueva Segovia, au nord, près de la frontière avec le Honduras, et recrute des milliers de soldats parmi les paysans exploités, humiliés, dont les terres sont volées par les grands propriétaires, formant progressivement une *« Armée de Défense de la Souveraineté Nationale »*. *« Nous ne sommes pas des militaires. Nous sommes du peuple, nous sommes des citoyens armés. Nous irons jusqu'au soleil de la liberté ou jusqu'à la mort ; et si nous mourons, notre cause continuera à vivre. »*.

La « petite armée folle », comme l'a appelée la poétesse chilienne Gabriela Mistral, affronte les compagnies états-uniennes – dont la United Fruit – et déstabilise les Marines qui ne soupçonnent pas que derrière les cris d'oiseaux se cache le « télégraphe » de la guérilla. Le « Chœur des Anges », brigade d'enfants, accompagne les embuscades d'un tintamarre qui fait croire que la troupe sandiniste est plus nombreuse. Les prostituées recueillent les confidences des occupants sur l'oreiller.

Face à cette armée insaisissable, les Marines répondent par la terreur, ce qui ne fait que grossir les rangs des rebelles. Au contre-amiral Sellers qui lui propose de renoncer au combat, Sandino répond : *« La souveraineté d'un peuple ne se discute pas, elle se défend les armes à la main. »* En 1933, après six ans de guerre, les États-Unis retirent enfin leurs troupes non sans avoir armé, entraîné et installé derrière eux « leur » Garde Nationale. Un an plus tard, alors que Sandino s'est rendu à Managua pour signer la paix avec le président libéral Sacasa, il est trahi et assassiné sur ordre de Washington par le directeur de ce corps répressif, Anastasio Somoza García.

Sandino était-il un « bandit », « un assassin communiste » comme le martèleront les manuels scolaires de la dictature somoziste pendant 40 ans ? « Un naïf », « un aventurier », un « caudillo bourgeois anticolonial » comme pontifiera une gauche liée à Moscou au moment où l'Internationale Communiste décida de substituer à sa ligne anti-impérialiste une ligne exclusive de «classe contre classe» ?

Pour comprendre Sandino, mieux vaut le conjuguer au futur. Dès 1932, il annonce son projet de créer des coopératives dans les zones libérées. Dans un continent où les élites ont les yeux fixés sur le nord, Sandino chambarde la politique. Son armée de paysan(ne)s ébauche une nouvelle géométrie du pouvoir qui puise aux racines du socialisme communard et du bien commun indigène. « La propriété privée est la source des guerres fratricides », explique-t-il. Là où les Yankees semaient la mort et la destruction, le travail agricole des combattant(e)s permet de créer l'embryon d'une société communautaire, autogérée, avec réseau de santé, logements décents, réfectoires communs, écoles d'alphabétisation. Les coopératives sandinistes sont d'authentiques communes, conçues pour vivre et produire collectivement. En faisant la guerre, en résistant, en cultivant, les nombreuses femmes qui se sont jointes à la rébellion acquièrent un statut nouveau. Sans être féministe au sens strict, le mouvement sandiniste marque pour elles le début d'un processus d'autodétermination, en rupture avec une société archaïque, violente, patriarcale, qui les avait complètement annulées. C'est sur cette base populaire que Sandino rêve de construire l'État nouveau. A Wiwili, sur les rives du Rio Coco qui connecte la paysannerie du nord avec les peuples autochtones de la côte caraïbe, il crée un modèle de coopératives qu'il envisage d'étendre peu à peu vers la région atlantique puis, pourquoi pas, au-delà du Nicaragua.

Pour l'élite des États-Unis comme pour l'oligarchie locale, Sandino n'est pas seulement le guérillero à abattre, mais le leader d'une dangereuse révolution qui rend le pouvoir au peuple et dont l'économie oppose la petite propriété aux « latifundios », vastes domaines agricoles aux mains d'une poignée de seigneurs féodaux qui exploitent jusqu'au sang les travailleurs journaliers

Quelques heures après l'avoir assassiné, la Garde Nationale détruit les coopératives sandinistes et massacre tous leurs membres, y compris les personnes âgées, les femmes et les enfants. Jusqu'en 1979, la dynastie somoziste devient la « grande propriétaire » exclusive des secteurs clefs d'une économie où les relations de production s'apparentent plus au féodalisme qu'au capitalisme.

Une autre prophétie de Sandino inquiète l'Empire : « l'avènement du Nicaragua comme nation latino-américaine », un concept nourri par ses lectures bolivariennes. « Profondément convaincu que le capitalisme américain a atteint la dernière étape de son développement en se transformant, par conséquent, en impérialisme ; qu'il ne tient plus compte des théories du droit et de la justice ; qu'il méconnaît les principes absolus d'indépendance de chaque section de la nation latino-américaine, nous considérons, écrit-il, que l'Alliance des nationalités latino-américaines nous est encore plus indispensable.»

En 1929, il envoie aux présidents latino-américains son « Plan pour la réalisation du rêve suprême de Bolivar » : une alliance des 21 nations latino-américaines avec conférence permanente de ses dirigeants, constitution d'une Cour de justice latino-américaine pour régler les litiges entre nations, citoyenneté latino-américaine, force de défense commune, base navale et canal interocéanique au service de tous, réparations pour les destructions causées par les États-Unis. Sans oublier la banque latino-américaine pour *« financer, sans dépendre de l'extérieur, la construction d'ouvrages et de moyens de communication et de transport »*, l'union douanière pour stimuler le marché intérieur et « l'appui au tourisme latino-américain afin de promouvoir la connaissance mutuelle entre nos citoyens ». 44 articles au total qui prennent aujourd'hui tout leur sens, à l'heure de la révolution bolivarienne, de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de nos Amériques (ALBA, créée en 2004), de la Communauté des États Latino-Américains et des Caraïbes (CELAC, 2010) et de l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR, 2008).

En 1934, Somoza fait disparaître le corps de Sandino et de ses compagnons, jamais retrouvés. Le désespoir s'abat sur les quelques survivant(e)s. Mais l'histoire de l'Amérique latine est une course de relais.

Trente ans plus tard, Carlos Fonseca Amador, le fils myope d'une couturière de Matagalpa, réveille la mémoire de l'Armée de Défense de la Souveraineté Nationale jusqu'à en faire l'acte de naissance du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN, créé en 1961). Fonseca sait que *« la mémoire de Sandino est plus vivante chez les paysans que chez l'habitant des villes »*. Il rencontre des survivants comme Santos Lopez qui a combattu sous les ordres directs de Sandino. Pendant des années, Fonseca et son équipe recherchent, étudient tout ce qui reste des écrits du « général des hommes libres ». C'est l'époque du Che, et la rébellion des années 1930 confirme le caractère crucial de la guérilla pour la victoire des peuples sur l'impérialisme. Mais aussi, en fin de compte, l'unité nationale comme stratégie fondamentale. La réflexion historique de Fonseca nourrit l'école de cadres du FSLN et contribue puissamment à la victoire de 1979.

Au journaliste basque Ramón de Belausteguigoitia venu l'interviewer dans ses montagnes du nord en 1933, le général rebelle décrit une vision qui garde son mystère: *« Depuis l'origine du monde, la terre n'a cessé d'évoluer. Mais c'est ici, en Amérique centrale, que je vois une formidable transformation… Je vois quelque chose que je n'ai jamais dit auparavant… (…) le Nicaragua enveloppé d'eau. Une immense dépression venant du Pacifique… Les volcans au-dessus seulement… Comme si une mer se vidait dans une autre. »*

De la fraternité des communes autogérées à l'alliance entre nations-sœurs, la vision de Sandino a gardé sa puissance d'avenir. Celle d'un monde multipolaire, libéré du mythe occidental d'un «centre», avec ses «marges» et ses «périphéries».

T.D., Caracas, 18 février 2024.

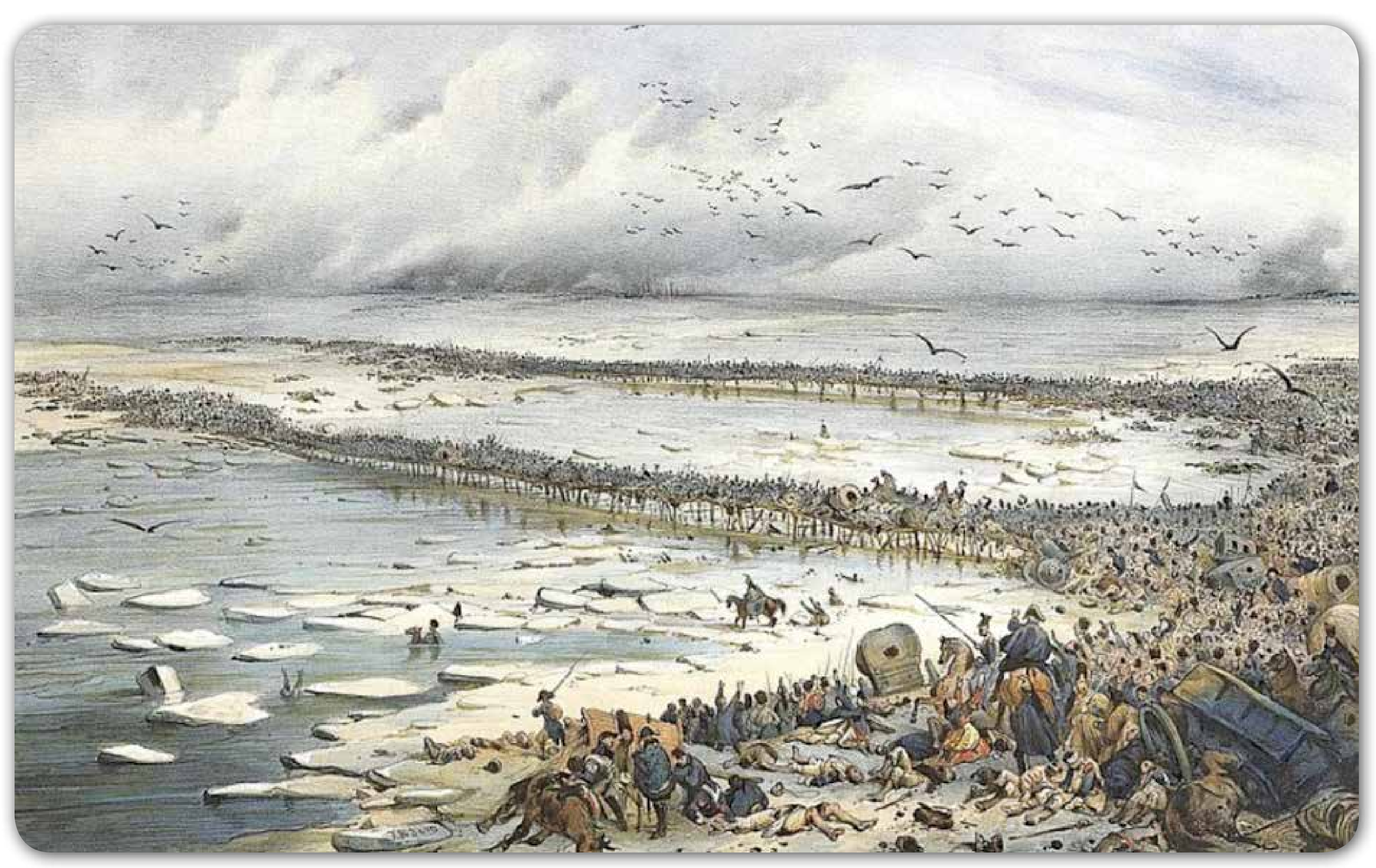
Notes:

(1) Voir « l'HD » n°641 du 10 janvier 2019 et sur humanite.fr, « 1899, naissance de la United Fruit Company. Bananes, massacres et coups d'État », par Marc de Miramon.

(2) Pour une iconographie intégrale, voir https://acsandino.org.ni/libro-fotos/ (livre de photos téléchargeable en PDF sur le site du petit-fils de Sandino) et http://www.sandinorebellion.com/index.htm (site états-unien).

(L'HUMA Magazine, Février 2024)
Venezuela infos 2 mars 2024

Déclin de l'empire et illusions coûteuses



La Grande Armée de Napoléon se retire de l'autre côté de la rivière Bérézina glaciale à la fin de l'invasion catastrophique de la Russie en 1812. Peinture de Victor Adam, v. 19ème siècle.

Par Richard D. Wolff

Lorsque Napoléon a engagé la Russie dans une guerre terrestre européenne, les Russes se sont défendus avec détermination et les Français ont perdu. Lorsque Hitler a tenté la même chose, l'Union soviétique a réagi de la même manière et les Allemands ont perdu. Lors de la première guerre mondiale et de la guerre civile post-révolutionnaire (1914-1922), la Russie, puis l'URSS, se sont défendues contre deux invasions avec beaucoup plus d'efficacité que les envahisseurs ne l'avaient calculé. Cette histoire aurait dû inciter les dirigeants américains et européens à minimiser les risques d'une confrontation avec la Russie, en particulier lorsque celle-ci se sentait menacée et déterminée à se défendre.

Au lieu d'être prudent, l'Occident collectif (en gros les pays du G7 : les États-Unis et leurs principaux alliés) s'est laissé aller à des illusions qui l'ont incité à porter des jugements peu judicieux. Ces illusions sont nées en partie du refus généralisé de l'Occident collectif d'admettre son déclin économique relatif au XXIe siècle. Ce déni a également permis un remarquable aveuglement face aux limites que ce déclin imposait aux actions mondiales de l'Occident collectif. Les illusions découlent aussi d'une sous-évaluation fondamentale de la capacité de défense de la Russie et des engagements qui en découlent. La guerre en Ukraine illustre de manière frappante à la fois le déclin et les illusions coûteuses qu'il engendre.

Les États-Unis et l'Europe ont sérieusement sous-estimé ce que la Russie pouvait et voulait faire pour l'emporter militairement en Ukraine. La victoire de la Russie - du moins jusqu'à présent après deux ans de guerre - s'est avérée décisive. Leur sous-estimation découle d'une incapacité commune à saisir ou à absorber l'évolution de l'économie mondiale et ses implications. En minimisant, en marginalisant ou en niant tout simplement le déclin de l'empire américain face à la montée en puissance de la Chine et de ses alliés des BRICS, les États-Unis et l'Europe ont manqué les implications de ce déclin. Le soutien des alliés de la Russie, combiné à sa détermination nationale à se défendre, a jusqu'à présent vaincu une Ukraine lourdement financée et armée par l'Occident collectif. Historiquement, les empires en déclin provoquent souvent des dénis et des illusions qui enseignent à leurs peuples des « leçons difficiles » et leur imposent des « *choix douloureux* ». C'est la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

L'économie du déclin de l'empire américain constitue le contexte mondial actuel. Le PIB, la richesse, le revenu, la part du commerce mondial et la présence au plus haut niveau des nouvelles technologies des pays BRICS dépassent de plus en plus ceux du G7. Ce développement économique incessant encadre également le déclin des influences politiques et culturelles du G7. Le programme de sanctions massives des États-Unis et de l'Europe à l'encontre de la Russie après février 2022 a échoué. La Russie s'est surtout tournée vers ses alliés des BRICS pour échapper rapidement et complètement à la plupart des effets escomptés de ces sanctions.

Les votes de l'ONU sur la question du cessez-le-feu à Gaza reflètent et renforcent les difficultés croissantes auxquelles est confrontée la position des États-Unis au Moyen-Orient et dans le monde. Il en va de même pour l'intervention des Houthis dans la navigation en mer Rouge et pour d'autres initiatives arabes et islamiques qui soutiendront la Palestine contre Israël. Parmi les conséquences de l'évolution de l'économie mondiale, nombreuses sont celles qui visent à saper et à affaiblir l'empire américain.

Le manque de respect de Trump pour l'OTAN est en partie l'expression d'une déception à l'égard d'une institution qu'il peut accuser d'avoir échoué à stopper le déclin de l'empire. Trump et ses partisans ont largement déclassé de nombreuses institutions autrefois considérées comme cruciales pour la gestion de l'empire américain à l'échelle mondiale. Les régimes de Trump et de Biden ont tous deux attaqué l'entreprise chinoise Huawei, se sont engagés dans des guerres commerciales et tarifaires, et ont largement subventionné des entreprises américaines en concurrence avec d'autres. Ce n'est rien de moins qu'un changement historique de la mondialisation néolibérale vers le nationalisme économique qui est en cours. L'empire américain qui visait jadis le monde entier se réduit à un simple bloc régional confronté à un ou plusieurs blocs régionaux émergents. Une grande partie des autres nations du monde - une possible « *majorité mondiale* » des habitants de la planète - s'éloigne de l'empire américain.

Les politiques économiques nationalistes agressives des dirigeants américains détournent l'attention du déclin de l'empire et facilitent ainsi son déni. Mais elles sont aussi à l'origine de nouveaux problèmes. Les alliés craignent que le nationalisme économique des États-Unis n'affecte déjà ou n'affecte bientôt leurs relations économiques avec ce dernier ; "l'Amérique d'abord" ne vise pas seulement les Chinois. De nombreux pays repensent et reconstruisent leurs relations économiques avec les États-Unis et leurs attentes quant à l'avenir de ces relations. De même, de grands groupes d'employeurs américains reconsidèrent leurs stratégies d'investissement. Ceux qui ont investi massivement à l'étranger dans le cadre de la frénésie de mondialisation néolibérale du dernier demi-siècle sont particulièrement inquiets. Ils anticipent les coûts et les pertes liés à l'évolution des politiques vers le nationalisme économique. Leur réaction ralentit ces changements. Alors que les capitalistes du monde entier s'adaptent pratiquement à l'évolution de l'économie mondiale, ils se querellent et contestent la direction et le rythme du changement. Cette situation engendre davantage d'incertitude et de volatilité dans une économie mondiale encore plus déstabilisée. À mesure que l'empire américain s'effiloche, l'ordre économique mondial qu'il dominait et imposait autrefois change lui aussi.

Les slogans du genre « *Make America Great Again* » (Rendre sa grandeur à l'Amérique) ont politiquement armé le déclin de l'empire américain, toujours en termes soigneusement vagues et généraux. Ils le simplifient et l'interprètent mal dans le cadre d'une autre série d'illusions. Trump va, comme il le promet sans cesse, défaire ce déclin et l'inverser. Il punira ceux qu'il accuse d'être responsables de ce déclin : La Chine, mais aussi les démocrates, les libéraux, les mondialistes, les socialistes et les marxistes qu'il regroupe dans une stratégie de construction de blocs. L'économie du déclin du G7 fait rarement l'objet d'une attention sérieuse, car cela reviendrait à impliquer de manière critique les décisions des capitalistes, motivées par le profit, en tant que causes principales du déclin. Ni les républicains ni les démocrates n'osent le faire. M. Biden parle et agit comme si la richesse et le pouvoir des États-Unis dans l'économie mondiale étaient inchangés par rapport à ce qu'ils étaient durant la seconde moitié du XXe siècle (la majeure partie de la vie politique de M. Biden).

Continuer à financer et à armer l'Ukraine dans sa guerre contre la Russie, tout comme approuver et soutenir le traitement des Palestiniens par Israël, sont des politiques fondées sur le déni d'un monde qui a changé. Il en va de même pour les vagues successives de sanctions économiques, bien que chacune d'entre elles n'ait pas atteint ses objectifs. L'utilisation de droits de douane pour empêcher les véhicules électriques chinois, meilleurs et moins chers, d'entrer sur le marché américain ne fera que désavantager les particuliers (en raison des prix plus élevés de ces véhicules électriques chinois) et les entreprises américaines (en raison de la concurrence mondiale des entreprises qui achètent des voitures et des camions chinois moins chers).

L'élection présidentielle à venir est peut-être la plus grande et la plus coûteuse des illusions qui découlent de la négation d'années de déclin. Les deux grands partis et leurs candidats ne proposent aucun plan sérieux pour faire face au déclin de l'empire qu'ils cherchent à diriger. Les deux partis ont tour à tour présidé à ce déclin, et pourtant le déni et la culpabilisation de l'autre sont tout ce que les deux partis proposent en 2024. Biden propose aux électeurs un partenariat dans le déni du déclin de l'empire. Trump promet vaguement d'annuler le déclin causé par les mauvais dirigeants démocrates que son élection fera disparaître. Aucun des deux grands partis n'admet et n'évalue sobrement l'évolution de l'économie mondiale et la manière dont chacun prévoit d'y faire face.

Les 40 à 50 dernières années de l'histoire économique du G7 ont été marquées par une redistribution extrême des richesses et des revenus vers le haut. Ces redistributions ont été à la fois les causes et les effets de la mondialisation néolibérale. Cependant, les réactions nationales (divisions économiques et sociales de plus en plus hostiles et volatiles) et étrangères (émergence de la Chine et des BRICS d'aujourd'hui) sapent la mondialisation néolibérale et commencent à remettre en question les inégalités qui l'accompagnent. Le capitalisme américain et son empire ne peuvent pas encore faire face à leur déclin dans un monde en mutation. Les illusions sur la conservation ou la reconquête du pouvoir au sommet de la société prolifèrent en même temps que les théories conspirationnistes délirantes et les boucs émissaires politiques (immigrés, Chine, Russie) en bas de l'échelle.

Pendant ce temps, les coûts économiques, politiques et culturels augmentent. Et à un certain niveau, comme dans la célèbre chanson de Leonard Cohen, Everybody Knows.

*Richard David Wolff est un économiste marxiste américain, connu pour ses travaux sur la méthodologie économique et l'analyse de classe. Il est professeur émérite d'économie à l'Université du Massachusetts à Amherst et est actuellement professeur invité au programme d'études supérieures en affaires internationales de la New School University à New York.

Counterpunch 8 mars 2024
Traduction Bernard Tornare
9 Mars 2024

Suite de la page (5)

de Lasaline.

Par coïncidence, Bélizaire a été officiellement convoqué pour répondre aux questions sur le meurtre de Legagneur le 1er décembre 2018, jour de publication du rapport Lasaline du RNDDH.

Bélizaire a également fait la une des journaux en juin 2019 à Haïti lorsqu'il a été enregistré déclarant au Parlement qu'il « *avait incendié des commissariats de police et assassiné des gens à coups de machette* ».

Le RNDDH a-t-il politisé un affrontement entre deux groupes armés ?

Les allégations du RNDDH selon lesquelles les attaques survenues à Lasaline le 13 novembre 2018 étaient politiquement motivées sont contestées par de nombreux habitants.

Plusieurs habitants pensaient que les violences étaient strictement le résultat d'une guerre de gangs pour le contrôle du marché local. Des dizaines d'Haïtiens déplacés ayant échappé aux violences de *Nan Chabon* se sont installés Place d'Italie. Ils ont été interviewés par Berrick Estiodore pour Kapzy News. Les dirigeants du camp ont nié le caractère politique de la violence. Matyas Jean Norger, secrétaire du comité de la Place d'Italie, a déclaré que la violence des gangs visait à « contrôler le marché », faisant référence au marché de la Croix de Bouquets.

Jean Renaud Félix, directeur du marché de la Croix de Bouquet au moment des attentats, estime également que les attaques de Lasaline n'avaient pas de motivation politique. Il a été interviewé dans le documentaire *Another Vision* et a décrit les attaques comme un affrontement entre « *deux groupes armés s'affrontant sur le même bloc* ».

Raphael Louigene, travailleur social à la Fondation Saint-Luc, une organisation caritative catholique qui travaille dans les quartiers les plus pauvres de Port-au-Prince, a déclaré pour sa part à l'Associated Press (AP) que les attaques « *semblaient résulter d'une lutte pour le droit d'extorquer des biens des marchands du marché après qu'un gang en ait chassé un autre* ».

En outre, le rapport du RNDDH sur Lasaline reconnaît que certains habitants pensent que les attaques faisaient partie d'une guerre inter-gangs en cours pour contrôler le marché local, mais il conclut néanmoins que les attaques sont le « *résultat de la coexistence et de la coopération entre les autorités gouvernementales et les bandes armées.* »

La campagne visant à qualifier les attaques de Lasaline de strictement politiques a été couronnée de succès. Les principaux médias occidentaux, ainsi que pratiquement tous les médias de gauche couvrant Haïti à l'époque, ont répété les allégations selon lesquelles les attaques de Lasaline étaient politiquement motivées. Les rapports du FJKL et du RNDDH sur Lasaline ont souvent servi de base aux allégations. .

Notamment, le Centre d'analyse et de recherche sur les droits de l'homme (CARDH), l'un des groupes de défense des droits de l'homme les plus importants d'Haïti, a produit un rapport sur les attaques de Lasaline qui ne suggérait pas que les attaques étaient politiquement motivées. Le rapport du CARDH ne mentionne pas non plus Jimmy Chérizier. Le rapport du CARDH évoque une relation entre un homme politique du PHTK et *Nan Chabon*, mais reproche à l'État sa complaisance et son absence, et non l'organisation d'un massacre. Contrairement au RNDDH et au FJKL, le CARDH n'a aucune affiliation politique connue qui pourrait donner lieu à des accusations de partialité autour de cet événement.

Le fait que, dans le même rapport de l'AP susmentionné, Joel Noel, ait été identifié comme un « leader communautaire » à Lasaline en dit long. Faisant référence aux attentats du 13 novembre 2018, il a déclaré à AP « *il s'agit d'un combat politique* ». Le fait que Noël ait remplacé Bout Janjan à la tête du gang Projet Lasaline est omis de l'article.

Comme on pouvait s'y attendre, dans un rapport distinct de l'AP six mois plus tard, Noel a été interviewé. Les lèvres de Noel étaient « tachées de violet à cause du vin qu'il avait bu ce matin-là ». AP rapporte qu'il « a accusé Chérizier des meurtres ».

Le 15 novembre 2023, près de cinq ans après les attentats de Lasaline, Espérance annonce que la justice américaine a pris le contrôle du dossier Lasaline.

Le gouvernement canadien continue de s'immiscer dans les affaires d'Haïti

Le financement du RNDDH par le Canada par l'intermédiaire de l'ASFC prouve que, même s'ils ont renoncé à s'ingérer publiquement dans les affaires d'Haïti, ils cherchent toujours à le faire plus discrètement. Le financement que le gouvernement canadien fournit au RNDDH affecte indirectement le discours politique au Canada et aux États-Unis en soutenant la plateforme d'influence politique de Pierre Espérance.

Espérance a participé à la création de l'Accord de Montana, annoncé en août 2021, qui représentait initialement une large coalition de partis politiques, d'organisations de la société civile et de groupes paysans. En effet, une fois l'accord



Jimmy Cherizier

annoncé, il a été déposé au bureau du RNDDH afin que les représentants des organisations de la société civile puissent signer le document.

Le soutien à cet accord a considérablement diminué depuis l'annonce de l'accord. Deux ans après son annonce initiale, la coalition à l'origine de l'accord ne représente désormais qu'une petite fraction de la société haïtienne, fonctionnant davantage comme un front de la société civile pour un secteur de la bourgeoisie haïtienne que comme une coalition bénéficiant d'un large soutien. La coalition était autrefois considérée comme le principal rival de l'alliance politique du Premier ministre Henry. Ce n'est plus le cas.

En finançant Espérance et le RNDDH, le gouvernement canadien a indirectement apporté son soutien aux dirigeants de la coalition appelée Accord de Montana. La même chose peut être dite de Washington grâce au financement du National Endowment for Democracy et de l'Open Society Foundation. Au cours des deux années qui ont suivi l'annonce de l'Accord de Montana, ce financement a eu pour effet de maintenir une opposition contrôlée au pouvoir du Premier ministre Henry.

Espérance reste un partisan enthousiaste de l'Accord de Montana, même si sa popularité a chuté parmi les Haïtiens. Espérance a écrit plusieurs articles pour le groupe de réflexion libéral Just Security, plaidant auprès du gouvernement américain pour qu'il déplace son soutien d'Ariel Henry vers l'accord de Montana.

Interrogé sur l'activité politique évidente de Pierre Espérance en tant que directeur du RNDDH, un représentant de l'ASFC a affirmé : « *Nous sommes une organisation apolitique et nous travaillons au renforcement des capacités des organisations de défense des droits de l'homme, pas des individus.* »

ASFC a également expliqué qu'elle applique le « *principe de subsidiarité* » avec ses partenaires. « *Nos partenaires sont indépendants et nous leur proposons notre soutien sans influencer leurs positions ni les approuver dans leur intégralité* », ont-ils déclaré.

Il est possible qu'ASFC ignore la longue liste de rapports concluant que Pierre Espérance et le RNDDH ne sont pas un groupe légitime de défense des droits humains. L'adhésion d'ASFC au « principe de subsidiarité » leur permet apparemment d'ignorer la nature politique évidente de ce soi-disant groupe de défense des droits de l'homme.

C'est le gouvernement canadien qui est ultimement responsable de ce financement. Tout comme le gouvernement canadien partage la responsabilité de son rôle dans l'initiative d'Ottawa, le coup d'État de 2004 et le financement du NCHR-Haïti pour poursuivre le procès contre le Premier ministre de l'époque, Yvon Neptune.

Les dirigeants de l'Accord de Montana sont également liés au coup d'État de 2004.

L'une des fondatrices et porte-parole de l'Accord de Montana est Magali Comeau Denis. Elle, tout comme Espérance, a joué un rôle dans la campagne anti-Lavalas avant et après le coup d'État de 2004.

Comeau Denis était l'un des membres de la bourgeoisie haïtienne que le Conseil des Sages a choisi pour le gouvernement putschiste. Elle a été nommée ministre de la Culture sous le régime putschiste de Latortue/Boniface. Cela signifie qu'Ariel Henry, l'actuel dictateur d'Haïti et, en 2004, membre du Conseil des Sages, a joué un rôle dans la sélection de Comeau Denis pour son poste dans le gouvernement putschiste.

La position de Comeau Denis au sein du gouvernement était le résultat de sa participation à la campagne de propagande contre le gouvernement démocratiquement élu d'Aristide. Comeau Denis dirigeante du *Collectif Non* a co-écrit une lettre en septembre 2003 signée par des dizaines d'élites intellectuelles haïtiennes, qualifiant le gouvernement d'Aristide de « pouvoir tyrannique » connaissant une « dérive totalitaire » Il est évident de signaler, le Collectif Non a été formé avec l'objectif principal de boycotter au profit des anciennes puissances colonialistes la célébration du Bicentenaire de l'indépendance d'Haïti le premier janvier 2004.

Semblables aux accusations de Pierre Espérance contre Neptune, Comeau Denis a également porté des accusations sans fondement de meurtre contre un autre dirigeant de FL, le père Gérard Jean Juste, dans le cadre d'une campagne visant à criminaliser le parti extrêmement populaire et à réprimer la dissidence après le coup d'État de 2004.

Ce Représentant de l'Accord de Montana, Comeau Denis s'est récemment rendu à Washington avec Espérance pour faire pression sur le gouvernement américain afin qu'il accorde son soutien à leur coalition en déclin. Ils ont rencontré Juan Gonzalez, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires de l'hémisphère occidental et sous-secrétaire d'État aux Affaires hémisphériques Brian H. Nichols, le 30 mai 2023. Cela a été suivi d'une réunion avec les « autorités du Pentagone » le 2 juin 2023.

Cinq jours plus tard, le 7 juin, Washington annonçait de nouvelles sanctions contre l'un de ses opposants politiques, l'ancien premier ministre du PHTK Laurent Lamothe.

Lors de sa visite à Washington, Espérance s'est entretenu avec le New York Times. Faisant référence au récent soulèvement populaire en Haïti connu sous le nom de Bwa Kale, il a déclaré que « *la montée du mouvement d'autodéfense... souligne l'échec de la communauté internationale à faire face à la crise* ». En d'autres termes, Washington doit déplacer son soutien vers l'Accord de Montana, qui approuvera alors toute intervention militaire pour empêcher un soulèvement populaire.

Une révolution en Haïti contre le dictateur soutenu par le Canada ?

La Mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS) est fondamentalement une force d'occupation, un outil impérialiste pour maintenir l'hégémonie et empêcher un soulèvement populaire en Haïti. Le MSS vise également à renforcer la dictature d'Henry et à avoir une énorme influence sur la composition du gouvernement de transition d'Haïti. Et, par ricochet, les éventuelles élections en Haïti.

La probabilité d'un déploiement de MSS diminue maintenant que la Haute Cour du Kenya a bloqué le déploiement des forces kenyanes. William Ruto a toutefois promis de déployer quand même des forces de police.

Bien que le MSS ne soit pas officiellement déployé, le Kenya a déjà envoyé 200 policiers sur le terrain en Haïti. Par ailleurs, les forces spéciales américaines ont également été déployées pour former et conseiller la PNH.

Le gouvernement canadien demeure un fervent partisan du MSS. La ministre canadienne des Affaires étrangères, Mélanie Joly, a annoncé en février dernier que le Canada « *allouera 123 millions de dollars de financement pour soutenir Haïti, dont 80,5 millions de dollars pour soutenir le déploiement du MSS* ».

La même annonce comprenait un rappel que « *depuis 2022, le Canada a engagé plus de 300 millions de dollars en financement international pour le développement, l'aide humanitaire et la sécurité en Haïti* ». De plus, le Canada a contribué 57 millions de dollars pour « renforcer » la PNH. Tout cela souligne que le Canada a joué un rôle clé dans le maintien du financement de la police nationale d'Haïti.

Le Canada est le deuxième donateur bilatéral en importance à Haïti après les États-Unis.

Affaires mondiales Canada a également engagé la GRC à fournir une « formation technique » aux agents de la PNH dans le cadre du MSS.

Berthony Dupont expliquait dans un récent éditorial d'Haïti Liberté que « le rôle de l'impérialisme dans la situation actuelle est évident ». Néanmoins, il affirme que les conditions sont favorables à une révolution. Kim Ives est du même avis, soulignant que « tout porte à croire que les masses haïtiennes en ont marre, ont faim, sont en colère et sont prêtes à s'engager sur la voie semée d'embûches de la révolution ».

Ces derniers mois, la Brigade de surveillance des zones protégées (BSAP), un petit groupe armé chargé de protéger les réserves naturelles, « est passée de quelques dizaines d'agents à une grande milice de plus de 15 000 soldats et, selon certaines estimations, peut-être deux ou trois fois ce nombre », a expliqué Ives.

La BSAP est dirigée par Jeantel Joseph, qui est également le chef nominal du parti de Guy Philippe. Cela fait de Guy Philippe récemment revenu des États-Unis après avoir purgé sept ans pour blanchiment d'argent et trafic de drogue, le leader efficace de la BSAP.

A son retour des Etats-Unis Philippe rejoint la mobilisation populaire, il annonce une « révolution pacifique », tout en affirmant que sa révolution s'inspire des événements du Sri Lanka, où, en 2022, un soulèvement populaire a chassé le gouvernement du pouvoir en quatre mois. « Tout le monde a vu comment des milliers et des milliers de personnes sont entrées dans les résidences des dirigeants qui gouvernaient mal », a-t-il expliqué.

Alors que Philippe propose une révolution pacifique, Jean Hilaire Lundi Roday, porte-parole du Réveil national pour la souveraineté d'Haïti, un front politique dirigé par Jeantel Joseph, a déclaré lui-même qu'« *aucune option n'est exclue, y compris la prise du pouvoir par les armes pour renverser Ariel Henry.* »

Dans un discours prononcé devant ses partisans à Petit Goâve le 28 janvier 2024, Philippe a également apporté son soutien à Chérizier, tout en faisant écho à son appel aux bandes criminelles pour « *arrêter de punir notre propre peuple, des gens comme vous qui endurent la pauvreté, qui sont victimes du système* ». Philippe les a encouragés à « *écouter ce que dit le commandant Jimmy Chérizier : déposez les armes. Trop de larmes ont été versées... Nous allons changer cela avec le peuple. Je vous le dis : en 90 jours nous pourrions avoir une belle Haïti qui fleurisse... Arrêtez de tuer des gens. Aidez-les plutôt. Posez vos armes. Parce que les gens souffrent trop.»*

Les Haïtiens ont des raisons de douter de la sincérité de Philippe parce qu'il avait dirigé les forces paramilitaires lors du coup d'État de 2004 contre le gouvernement d'Aristide. Et pourtant, face à la persistance d'une dictature soutenue par l'impérialisme et à l'aggravation de la sécurité et de la faim, les Haïtiens ont largement décidé de soutenir son appel pour évincer Henry.

Dans une récente interview à Radio Eclair, Sherlson Sanon a fait écho aux sentiments de nombreux Haïtiens : « *Je ne dis pas que je suis un fanatique de Guy Philippe, mais quand votre maison prend feu et que vous devez l'éteindre pour sauver votre maison et votre famille à l'intérieur, vous accepterez l'aide de quiconque apporte de l'eau, et après vous examinez leur visage... Je demande à tous les gens qui croient en moi et savent que je ne suis pas corrompu, de ne pas soutenir Guy Philippe mais de soutenir le peuple dans cette bataille, car Haïti doit sortir de ce pétrin... Je soutiens le mouvement de façon à renverser le système, et cela ne signifie pas seulement renverser Ariel Henry et tous ses acolytes* ».

Deux partis politiques sont parvenus à une conclusion similaire. Moïse Jean-Charles, leader du parti Pitit Dessalines, a noué une alliance avec Philippe, admettant devant la presse qu'il « ne pouvait pas mener la bataille seul ». « *Je dois rassembler tout le monde pour avoir assez de force pour chasser Ariel Henry...* », a-t-il expliqué.

La dirigeante de FL, Maryse Narcisse, a déclaré à la presse qu'elle « *soutient les mouvements de protestation à travers le pays pour exiger la démission de M. Henry* ». Il s'agit d'un soutien tacite au mouvement populaire qui soutient l'appel de Jeantel Joseph et Philippe à retirer Henry du pouvoir, et d'une tournure surprenante des événements.

Au moment du coup d'État de 2004, Moise Jean-Charles était un leader populaire au sein de FL, qui était la cible des forces paramilitaires déchaînées de Philippe. Philippe a présenté de tièdes excuses pour son rôle dans ce coup d'État. La décision de Narcisse et Moïse de soutenir le mouvement est néanmoins remarquable.

Les opposants à l'appel de Philippe à évincer Henry sont « des secteurs dispersés de la classe politique haïtienne, pour la plupart silencieuse », explique Ives. «*Philippe surfe clairement sur une vague de colère, de faim, de fatigue et de désespoir après deux ans et demi de négociations interminables et infructueuses dans des hôtels de luxe entre hommes politiques et divers émissaires de Washington pour trouver la voie vers un gouvernement qui remplacerait celui du président Jovenel. Moïse*», conclut-il.

Ces nouvelles alliances témoignent du désespoir et de la détermination à éliminer Ariel Henry du pouvoir et à libérer Haïti de l'emprise mortelle et étouffante de l'impérialisme.

Le RNDDH, financé par le gouvernement canadien, fait partie de ces opposants aux mouvements populaires haïtiens en faveur d'une véritable démocratie. Espérance, critique du mouvement Bwa Kale et de tout autre leader local qui résiste à la violence des gangs criminels, utilisant l'argent du gouvernement canadien pour des reportages visant à attaquer ses opposants politiques, reste fermement opposée au mouvement populaire dont le but est de renverser Ariel Henry. Non pas parce que Espérance soutient Henry, mais parce qu'un mouvement populaire organisé menacerait le transfert du pouvoir aux élites haïtiennes pro-impérialiste que dirige la coalition de l'Accord de Montana.

Note de l'éditeur : The Canada Files est le seul média d'information au pays axé sur la politique étrangère canadienne. Nous avons réalisé des enquêtes critiques et des analyses percutantes sur la politique étrangère canadienne depuis 2019 et avons besoin de votre soutien.

***Travis Ross** est un enseignant basé à Montréal, Québec. Il est également co-éditeur du Projet d'information Canada-Haïti sur Canada-haiti.ca. Travis a écrit pour Haïti Liberté, Black Agenda Report, The Canada Files, TruthOut et rabble.ca. Il peut être contacté sur Twitter.

unequivocal condemnation of the group: "We condemn the National Coalition for Haitian Rights (NCHR) in Haiti for not maintaining its impartiality as a human rights organization."

The Haiti Accompaniment Project (HAP) visited Haiti in June 2004. The HAP delegates were also part of the Haiti Action Committee, based in California.

The HAP report notes that in 2004, the NCHR-Haiti "helped develop support for the coup with exaggerated reports of human rights violations by supporters of the elected government. At the same time, they downplayed or denied the much more massive violations of the de facto regime and its paramilitary allies."

The report also explains how NCHR-Haiti denounced supporters of Aristide's government. According to HAP, NCHR-Haiti offered no evidence for the accusations it leveled against FL supporters, resulting in "illegal arrest, incarceration and sometimes the disappearance of the accused."

The HAP delegation met with a grassroots victims rights group who shared that they were "dismayed that the outside world still looked upon NCHR as a credible independent voice." They told the delegates that "NCHR was now working hand-in-hand with the post-coup Minister of Justice in carrying out illegal arrests and detentions."

The HAP delegation concluded bluntly that "they are not [an] independent human rights group."

Canadian NGOs and Unions parroted Canadian government-funded RNDDH propaganda

Despite efforts from Haiti solidarity and legal advocacy groups, the Canadian and U.S.-funded propaganda campaign to frame Aristide's popular, democratically elected government as tyrannical, was successful.

Several Canadian NGOs, unions, and civil society organizations became staunchly anti-Lavalas as a result of this propaganda.

In a 2005 article, Yves Engler points out that "several Quebec unions that received hundreds of thousands of CIDA dollars for work in Haiti through the *Centre International de Solidarité Ouvrière* (CISO) passed resolutions condemning Aristide's alleged anti-union activities." Engler explained that the FTQ and CSQ union federations and a half dozen NGOs, part of an informal group known as the *Concertation Pour Haiti* (CPH) "branded Aristide a 'tyrant' and his government a 'dictatorship' prior to the 2004 coup."

The Canadian government also funded anti-Lavalas media outlets like Alterpresse, which repeated NCHR-Haiti/RNDDH propaganda repeatedly.

In his report on La Scierie, Skeritt explained that during the months leading up to the 2004 coup, the Quebec-based *L'Association Quebecoise des Organismes de Cooperation Internationale* (AQOCI), a network of 53 international aid groups, "became so swept up in the anti-Aristide and anti-government hysteria generated by groups such as NCHR-Haiti" that they issued a press release urging the Canadian government to withdraw all support from the "Lavalas party regime" and to denounce the Aristide government for its alleged human rights abuses.

Skeritt's report argued that *Rights and Democracy* (R&D), a federally-funded organization, "uncritically accepted NCHR-Haiti's allegations".

In a 2014 article, Yves Engler explained that "in October 2005 R&D began a $415,000 CIDA-financed project to 'foster greater civil society participation in Haiti's national political process.'"

The coordinator of the project, and future director of R&D's Haiti office, was Danielle Magloire. Magloire was a member of the "Council of the Wise" along with six other individuals from Haiti's elite, including Dr. Ariel Henry, Haiti's just deposed de facto Prime Minister backed by Washington and Canada.

Henry was selected to lead Haiti by the U.S. government and the CORE group via a tweet containing a short statement of support. The CORE group is made up of representatives of the United Nations, Brazil, Canada, France, Germany, Spain, the European Union, the United States, and the Organization of American States (OAS).

The Council of the Wise appointed Gérard Latortue as de facto prime minister after the coup ousted Aristide.

According to Engler, "in mid-July, 2005, Magloire issued a statement on behalf of the 'Council of Wise People' saying any media that gives voice to 'bandits' (code for Lavalas supporters) should be shut down. She also asserted that Lavalas should be banned from upcoming elections."

Magloire's rise to prominence is due to funding from the Canadian government. In their book *Canada in Haiti*, authors Yves Engler and Anthony Fenton pointed out that Magloire's ascension to the Council of the Wise "came largely from her positions at ENFOFANM and CONAP". The authors argue that these "CIDA-funded feminist organizations would not have grown to prominence without international funding."

More recently, Magloire is credited as an editor of a Mar. 2, 2018 ASFC publication titled "*Mémoire portant sur la lutte contre l'impunité en Haiti*" (Memoire of the Struggle Against Impunity in Haiti) as part of the AJULIH project.

Magloire is also a vice-chair of FOKAL's Board of Directors, another ASFC partner in Haiti.

FOKAL was founded by George Soros and the Open Society Foundation. According to Kim Ives, FOKAL "played a small but visible role in late 2003 and early 2004" by characterizing the Aristide's elected government as "hostile" to human rights. At the time, FOKAL was receiving $4 million USD each year, from the Open Society Foundation.

Further corruption accusations against Espérance

It is clear Espérance's RNDDH is willing to take funding from foreign governments in order to persecute political rivals in Haiti. For the 2004 coup, the target was the Fanmi Lavalas and Aristide – then wildly popular among Haitians generally and opposed to the neoliberal policies Washington and Canada wanted to impose on Haiti.

As veteran Haitian activist and writer André Charlier argued, the "RNDDH is a political organization hiding behind the facade of a human rights organization." A facade that is maintained through funding from the NED, the Open Society Foundation, and the Canadian government.

During 2009-10, Washington began shifting its support away from the sector of the bourgeoisie and economic elite which had facilitated the 2004 coup d'état in favor of neo-Duvalierists who had recently coalesced under the banner of the "Haitian Tèt Kale Party" political party – the PHTK, led by Michel Martelly.

Martelly immediately targeted human rights groups in Haiti. Intolerant of criticism, the PHTK did not discriminate between western backed outlets like the RNDDH or legitimate human rights and legal advocacy organizations like the BAI. Human rights advocates critical of the government began receiving death threats, harassment, and intimidation, including threats of arrest by ministerial order.

This caused a realignment of the human rights sector in Haiti, to be explored in a future article. In short, they had all become opponents of the PHTK government.

Despite being targeted by the U.S.-backed regime and finding support among former opponents in the human rights sector, Espérance continued to use the RNDDH as a platform for persecuting political opponents.

After spending almost 10 years in illegal detention in a jail cell, mostly in the National Penitentiary, Sherlson Sanon spoke to the media on Feb. 2, 2023, describing how Espérance and the RNDDH manipulated him to frame political opponents.

When Sanon was first arrested in 2013, he was active in Moise Jean-Charles' party Platfòm Pitit Desalin. Sanon was arrested for handing out leaflets for the party in a neighborhood where Senator Joseph Lambert had won the previous election.

Pierre Espérance later told Sanon that he had rescued him from his illegal detention.

Sanon alleges that Espérance offered him legal representation and a ticket out of Haiti. Sanon was handed a series of documents to sign. Believing they were travel documents intended to help him flee persecution, he signed without reading them. Unbeknownst to Sanon, he was actually signing a fabricated confession written by the RNDDH.

This false confession included allegations that implicated two of his political enemies – Senators Joseph Lambert and Edwin Zenny – of collaborating with a local gang. Both Lambert and Zenny were allies of Martelly.

Sanon was then put into "protective custody" – an illegal detention in the National Penitentiary – for almost 10 years. According to Sanon, he was only allowed to contact the RNDDH and the American Embassy for the first three years of his imprisonment.

Sanon was never tried for any crime.

The RNDDH published Sanon's false confession on Mar. 12, 2013. This RNDDH report "revealed" that Sanon had been hired in 1999 by Lambert to become a member of a powerful gang called "Base Kakos." According to the RNDDH report, "this gang allegedly operated in the South-East under the leadership of former senators Joseph Lambert, Edo Zenny, the then government commissioner of Croix-des-Bouquets Leny Thelisma, and brothers Joël and Jacky Khawly, who specializing in drug trafficking, kidnapping for ransom, and assassination."

In an interview with Radio Kiskeya, Zenny denounced the RNDDH and other adversaries of "political machinations." Lambert, seemingly aware of the false confession, told the media "they [RNDDH] wrote the text and had him sign it."

Accusations of corruption against Espérance and the RNDDH also come from ex-staffers.

Marie Yolène Gilles left the RNDDH in 2017. In her resignation letter, Gilles argued that her credibility would be "tarnished" if she remained in the position of RNDDH's program director because Espérance had violated the organization's rule against taking money from the State.

She accused Espérance of taking 1.5 million Gourdes (Haiti's currency) from the government's *Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement* (BMPAD). When Espérance was confronted with the accusation, Espérance initially denied receiving the funds. Gilles claims Espérance also lied to other RNDDH members about taking the funds. Then a photo of the cheque began circulating on social media, forcing Espérance to admit he took the money.

At the time of Gilles' departure, RNDDH's new program director Vilès Alizar told the press that the incident was an opportunity to "reaffirm our vision" as an organization and promised a "detailed report" on how the various funds had been used.

Sixteen months later in August 2018, Alizar left the RNDDH. He denounced the "bad practices" of "leaders of the organization," saying that despite attempts to reform the RNDDH, he "realize[d] that these provisions have proved insufficient because of resistance" from leadership, who have "refused to undertake reforms."

The agreement between ASFC and Global Affairs Canada was officially signed on Mar. 28 and 29, 2017 – less than one week before Gilles left the RNDDH. This funding agreement began the The "Access to Judicial Services" program and a six-year collaboration with 25 partner organizations in Haiti.

The RNDDH has continued to function as a political organization from 2017 to today. Espérance's aversion to popular movements persists as he continues to use the RNDDH as a platform for political influence. Fanmi Lavalas supporters told the HAP delegation in 2004 that they were "dismayed that the outside world still looked upon NCHR [-Haiti] as a credible independent voice." The evidence shows that observers should be equally dismayed that the RNDDH continues to be looked upon as a credible, independent voice for human rights.

In a written response, Global Affairs Canada confirmed they knew funding was being provided to the RNDDH through ASFC's AJULIH project, The Canadian government continues to support Pierre Espérance's platform for political machinations.

ATIP Documents

A-2023-01616

(To be continued)

An earlier version of this article was first published by ***The Canada Files****, that country's only news outlet focused on Canadian foreign policy.* ***Travis Ross*** *is a teacher based in Montreal, Québec. He is also the co-editor of the Canada-Haiti Information Project at canada-haiti.ca. Travis has written for Haiti Liberté, Black Agenda Report, The Canada Files, TruthOut, and rabble.ca. He can be reached on Twitter.*

Le projet de budget américain pour 2025 ne prévoit pas d'aide à l'Ukraine



Joe Biden et Volodymyr Zelenskyy

L'administration Biden a soumis au Congrès un projet de budget de la défense pour 2025. La liste des dépenses prévues ne comprend pas les postes d'assistance à l'Ukraine.

Selon le projet, Washington a l'intention d'allouer près de 850 milliards de dollars aux dépenses militaires. Le budget prévoit notamment de dépenser 1,5 milliard de dollars pour contenir la Russie et 25 millions de dollars pour combattre l'influence de la Fédération de Russie en Afrique.

Le budget alloue 400 millions de dollars pour contrer l'influence de la Chine dans le monde, et Joe Biden prévoit de dépenser 100 millions de dollars supplémentaires pour aider Taïwan. Selon le Federal News Network, aucun nouveau crédit n'est prévu pour l'Ukraine en 2025 en raison de l'absence d'accord sur la question au Congrès, mais la précédente demande d'aide de 61 milliards de dollars pour cette année est toujours d'actualité.

La semaine dernière, la presse américaine a rapporté que la Chambre des représentants refusait d'examiner l'allocation de 61 milliards de dollars à Kiev et élaborait un autre projet d'aide à l'Ukraine. La majorité républicaine de la chambre basse du Congrès propose d'allouer la majeure partie de cette somme sous forme de prêts, les avoirs gelés de la Russie étant considérés comme une garantie.

La chaîne de télévision NBC estime que le projet de loi de la Chambre a peu de chances d'être approuvé par le Sénat, qui se rend compte que Kiev n'est pas en mesure de rembourser les prêts. Ainsi, la discussion sur l'allocation de fonds par les États-Unis à l'Ukraine est sérieusement retardée. Nous vous rappelons que Donald Trump a promis de ne pas donner un seul centime à l'Ukraine s'il était élu, mais il est possible que l'aide américaine soit déjà arrêtée sous Biden.

Réseau International
12 mars 2024

Trump «ne donnera pas un centime» à Kiev, prédit Orban !



Viktor Orban a rendu visite à Donald Trump dans sa résidence de Mar-o-Lago, à Palm Beach en Floride.

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban, de retour des Etats-Unis, a affirmé que Donald Trump lui avait assuré qu'il « ne donnerait pas un centime » à l'Ukraine. L'ancien président américain aurait de surcroît «des plans assez détaillés» pour ramener la paix en Ukraine, a déclaré Orban.

Le chef du gouvernement hongrois Viktor Orban était en Floride la semaine passée, où il a rencontré le 8 mars le candidat républicain dans son fief. «Il a une vision très claire, avec laquelle il est difficile de ne pas être d'accord. Il dit ceci: tout d'abord, il ne donnera pas un centime dans la guerre entre l'Ukraine et la Russie» s'il retourne à la Maison Blanche, a confié le dirigeant hongrois dimanche 10 mars au soir sur la chaîne publique M1. *«Si les Américains ne versent pas d'argent, les Européens ne pourront pas financer seuls cette guerre. Et donc la guerre sera terminée » car « il est évident que l'Ukraine ne peut pas s'en sortir par ses propres moyens », a-t-il ajouté.*

«Des plans assez détaillés» pour ramener la paix

Donald Trump a «des plans assez détaillés sur la manière» de ramener la paix, selon Viktor Orban, qui s'est refusé à en dévoiler davantage.

L'équipe de Trump n'a fait aucun commentaire. L'ancien président américain lui-même ne s'est pas exprimé sur le contenu de l'entretien, critiqué par son rival Joe Biden. Viktor Orban, qui a rencontré le président russe Vladimir Poutine en septembre 2023, refuse d'envoyer tout soutien militaire à l'Ukraine et appelle régulièrement à un cessez-le-feu, tout en ayant accepté les sanctions de Bruxelles à l'encontre de Moscou. De même, Donald Trump pousse ses partisans au Congrès à bloquer une aide militaire américaine de 60 milliards de dollars pour Kiev, défendue par le président Biden.

RT français 11 mars 2024

Victoire syndicale au Sri Lanka



L'affilié sri-lankais d'IndustriALL, le FTZ & GSEU (Syndicat des salariés des zones de libre-échange et des services généraux), a obtenu la réintégration de 18 travailleurs et travailleuses suspendus et l'enregistrement d'une section syndicale dans l'usine de bonneterie Texlan du Sri Lanka.

En septembre 2023, le FTZ & GSEU a créé une section syndicale dans l'usine. Lorsque la direction a eu connaissance de son existence, elle a immédiatement suspendu les membres du bureau syndical, les membres de leur famille et toute personne associée. Cinq de ces dix-huit personnes suspendues étaient des femmes.

Au cours des six mois de lutte, le FTZ & GSEU a déposé une plainte auprès du ministère du travail et s'est adressé au groupe Interloop au Pakistan, à Nike et aux affiliés d'IndustriALL au Pakistan afin d'obtenir une intervention. L'usine Texlan appartient au groupe Interloop, originaire du Pakistan et fournisseur de Nike.

Le 15 février 2024, la direction de Texlan et le syndicat ont signé un accord stipulant que les dirigeants syndicaux et les travailleurs et travailleuses suspendus reprendraient le travail à partir du 19 février et que toutes les mesures disciplinaires seraient abandonnées, de même que seraient versés les arriérés de salaire et autres avantages accumulés pendant les mois de suspension.

Le Commissaire adjoint au travail qui a mené l'enquête a demandé à l'entreprise de ne pas interférer dans la conduite des affaires syndicales. La section syndicale de Texlan a également été reconnue par le ministère du travail.

Anton Marcus, Co-secrétaire du FTZ & GSEU, a déclaré en cette circonstance: *« C'est une grande victoire pour les travailleurs et travailleurs de Texlan et leur syndicat. Les salariés suspendus ont été privés de travail pendant six mois, mais ils n'ont pas perdu leur détermination et se sont battus avec acharnement pour inverser la tendance. Aujourd'hui, tous sont de retour au travail et la direction reconnaît l'existence de la section syndicale. »*

Le Secrétaire régional d'IndustriALL pour l'Asie du Sud, Ashutosh Bhattacharya, a pour sa part déclaré : *« Nous saluons la lutte des travailleurs et travailleuses de Texlan ainsi que celle de notre affilié, le FTZ&GSEU. Nous sommes solidaires des syndicats du Sri Lanka qui luttent contre les attaques croissantes à l'égard du droit à la liberté syndicale. »*

IndustriAll 5 mars 2024

De nouvelles façons de déstabiliser les Gouvernements progressistes

« Ce qui est en train de se passer en Haïti, ils ont voulu le faire au Venezuela, la même chose, avec des bandes criminelles, lors des gamba de 2014,2 1017 (...)). L'objectif était précisément que les bandes criminelles attaquent les villes principales avec les mafieux, sèment le chaos de la violence dans le pays, reviennent faire naufrage à l'économie. »

C'est le président de la République Bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro, qui a prononcé ces paroles en dénonçant, l'apparition de nouvelles formes de déstabilisation des Gouvernements progressistes.

« Haïti a été dépecée et martyrisée par l'interventionnisme des États-Unis. Ils l'ont détruite de l'intérieur. Et ensuite, malheureusement, est entrée toute la force destructrice des anti-valeurs du trafic de drogue, et elles ont pris Haïti, », *a analysé le président, lors de la 37e édition du programme* « avec Maduro+. »

Il a remis en question l'augmentation des bandes de criminelles et des violences qui affecte le peuple haïtien et qui sont encouragé par le gouvernement des États-Unis. *« En Haïti, il y a une augmentation des bandes criminelles. Qui est derrière l'augmentation des bandes criminelles ? Des bandes de très puissantes. Qui a armé ces bandes criminelles? se sont-elles armées toutes seules? D'où viennent les armes ? »* a déclaré le chef de l'État.


Président Maduro et l'ex-sénateur haïtien Moise Jean-Charles

À ce sujet, il a insisté sur la nécessité de chercher de nouvelles solutions et un soutien intégral en Haïti, *« dans le domaine économique, social et de chercher une pacification grâce à d'autres méthodes. »*

Alba Ciudad 11 mars 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 12 Mars 2024

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack – 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

TV INTERNET PHONE

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069.

Que se passe-t-il en Europe ?



Par Peter Noordendorp*

Il semble que l'Europe et l'Union européenne soient en train de sombrer dans la folie la plus totale. Je ne parle pas des populations, mais de nos maîtres non élus à Bruxelles et de nos soi-disant politiciens, qu'ils soient au gouvernement ou non. Quelque chose de très sombre et de très laid est en train de se produire et cela me rappelle deux autres périodes sombres de l'histoire européenne qui ont toutes deux déclenché une guerre mondiale : la Première et la Seconde Guerre mondiale.

Comme nous le savons tous, la Première Guerre mondiale a mis fin aux empires monarchiques européens de l'Autriche, de l'Allemagne et de la Russie. Cette dernière a été détruite par la révolution bolchevique de 1917. Bien que les deux guerres mondiales aient éclaté sur le territoire germano-autrichien, l'ensemble de l'Europe a été impliqué. Entre les deux guerres, le fascisme a prospéré dans toute l'Europe, et pas seulement dans l'Allemagne nazie.

Ce que je veux dire, c'est que les deux guerres mondiales ont pris naissance en Allemagne/Autriche, en plein centre de l'Europe. Et que dans les deux cas, l'Empire britannique a joué un rôle important en facilitant la conflagration finale. Si vous pensez, par exemple, qu'Hitler et son parti ont réussi seuls à prendre le pouvoir, à sortir l'Allemagne de sa profonde misère économique et à mettre sur pied l'armée la plus moderne de l'époque, vous vous trompez lourdement. De nombreuses parties intéressées étaient impliquées, les États-Unis et la Grande-Bretagne en tête de liste, avec leurs banques et leurs industries investissant dans l'industrie allemande qu'ils voulaient tous s'approprier.

Si Hitler était un monstre (et il l'était assurément), toute l'Europe et les États-Unis lui ont donné le pouvoir, en sachant parfaitement ce que son national-socialisme signifiait. Ils ont fermé les yeux parce que leur principal intérêt était de s'emparer de toutes les industries allemandes. Comme d'habitude. C'est ce qui nous a conduits à la Seconde Guerre mondiale et à toutes ses horreurs. Ceci dit, venons-en à la Russie.

Dans toute son histoire, la Russie n'a jamais attaqué les pays d'Europe centrale et occidentale. Au contraire, les pays d'Europe centrale et occidentale ont attaqué la Russie à de nombreuses reprises. Ils n'ont jamais gagné et la Russie a établi ses frontières occidentales pour minimiser les attaques futures. Il n'y a donc jamais eu de menace de la part de la Russie dans l'histoire européenne, mais il y a toujours eu une menace des pays d'Europe centrale et occidentale à l'égard de la Russie. Les deux plus grandes menaces pour la Russie ont été Napoléon en France, qui est allé jusqu'à Moscou, et Hitler en Allemagne, qui s'est enfoncé dans les terres russes. Dans les deux cas, ils ont perdu terriblement. Napoléon a été poursuivi jusqu'à Paris, mais le tsar russe de l'époque n'est pas resté à Paris. Il est rentré en Russie une fois la tâche accomplie. Mais après l'aventure d'Hitler en Russie (qui a coûté plusieurs millions de vies russes), l'Union soviétique de l'époque a décidé que c'en était assez et que cette fois-ci, la Russie s'assurerait qu'elle ne serait pas attaquée directement à nouveau. Elle a donc créé, après avoir vaincu l'Allemagne, ce que l'on appelle le Pacte de Varsovie. Un tampon formé par une grande partie de l'Allemagne et plusieurs pays d'Europe de l'Est sous le contrôle direct de Moscou. Ce pacte a duré jusqu'à ce que le dernier président de l'Union soviétique, Gorbatchev, fasse tomber le rideau de fer et, avec lui, le pacte de Varsovie, rendant à l'Allemagne son territoire oriental et à tous les autres pays du pacte leur indépendance. Mais il l'a fait à une condition : la promesse de l'Occident de ne jamais étendre l'OTAN vers l'est ou jusqu'aux frontières de la Russie.

Depuis lors, nous connaissons bien l'histoire. L'OTAN s'est étendue et les États-Unis ont voulu affaiblir la Russie autant que possible, l'intégrer dans le marché libre néolibéral afin que l'Occident puisse piller le pays et s'emparer de toutes les riches ressources de la Russie. Une fois de plus, les intérêts des grandes entreprises et le contrôle de l'Occident étaient en jeu.

Pour faire court, tous ses plans ont échoué, car Poutine est arrivé au pouvoir et son objectif était de faire de la Russie un pays fort et indépendant. Dans le même temps, il a averti l'OTAN de ne pas s'étendre plus qu'elle ne l'avait déjà fait. Mais l'Occident, avec les États-Unis comme maître, n'était pas satisfait. Ils sont restés fidèles à leurs plans et ont organisé un coup d'État à Kiev, en Ukraine, afin d'installer un gouvernement qui se plierait aux exigences de l'UE et des États-Unis, en vendant toutes les industries et les ressources aux soumissionnaires occidentaux. Ils ont sciemment aidé des éléments néo-nazis à prendre le pouvoir et la population russophone de l'est et du sud de l'Ukraine s'est révoltée, n'acceptant pas ce coup d'État. Le gouvernement néonazi de Kiev a envoyé son armée contre ses citoyens pendant huit longues années. En fin de compte, pour résumer, la Russie s'est sentie obligée de protéger ses frères et sœurs russes dans ces régions de l'est et du sud de l'Ukraine et les a envahis (soit dit en passant, les régions de l'est et du sud de l'Ukraine faisaient historiquement partie intégrante de la Russie. C'est Lénine qui a cédé ces régions à la République soviétique d'Ukraine pour des raisons que nous ignorons. Et plus tard, Nikita Khrouchtchev a fait don de la Crimée).

Après ces contextes nécessaires, nous en arrivons au début de mon article. À partir de ce moment précis, l'Occident est devenu fou et a entamé une série d'actions visant à vaincre la Russie économiquement, militairement et moralement, en l'isolant du reste du monde. Cela n'a pas fonctionné, la Russie est ressortie, après deux ans, plus forte que jamais, économiquement, militairement et moralement. Et au lieu d'être isolée, ses relations avec de nombreux pays non européens se sont développées et renforcées. Et l'Europe ? Une nouvelle défaite sur tous les points. Mais nos politiciens fous ne peuvent pas abandonner. Cela me rappelle Hitler dans ses derniers jours, lorsque tout était perdu et qu'il disait - dans sa folie - que s'il tombait, toute l'Allemagne devait tomber avec lui.

L'UE semble faire de même. Pas avec les mots d'Hitler, mais en faisant essentiellement la même chose. À savoir, sacrifier l'ensemble de l'Europe et de sa population sur l'autel d'une guerre par procuration contre la Russie jusqu'à ce que cet ennemi soit vaincu. Il est certain qu'aucun de nos hommes politiques n'a bien étudié l'histoire de l'Europe. S'ils l'avaient fait, ils sauraient qu'il est impossible de vaincre la Russie. Cela ne s'est jamais produit auparavant et cela ne se produira pas maintenant. Ils ne peuvent se défaire de leur arrogance pathétique et ne voient même pas comment leur soi-disant allié et maître, les États-Unis, conduit consciemment l'Europe à la dissolution économique, la transformant en une arrière-cour militaire avec une industrie militarisée, afin qu'un jour les États-Unis puissent enfin briser la Russie. La folie occidentale règne, comme une répétition du passé.

Nous ne pouvons qu'espérer que quelque chose de nouveau et de non-violent fleurira pour corriger cette tendance destructrice.

*Peter Noordendorp est un humaniste hollandais du Nouvel Humanisme Universel. Il a consacré sa vie au développement de la non-violence dans la société à travers le développement intérieur et l'action sociale. Il est danseur, chanteur et acteur et a développé une méthode d'expression corporelle pour le théâtre et la danse, écrit un livre The Sound of Silence (Le son du silence) et parcouru le monde avec son atelier d'expression corporelle. Depuis 2006, il fait partie du comité d'organisation des Forums Humanistes Européens de Lisbonne et de Milan.

Pressenza 9 Mars 2024
Traduction Bernard Tornare
9 Mars 2024







Cuba continue de résister et de construire, fidèle à son peuple ». Entretien avec l'ambassadrice Mirta Granda Averhoff



L'ambassadrice, première à gauche, avec Ernesto Limia lors de l'événement à l'ambassade. (Crédit image: Geraldina Colotti)



De gauche à droite Geraldina Colotti et Ernesto Limia

Par Geraldina Colotti

À l'occasion de la visite de l'historien cubain Ernesto Limia en Italie, où il a présenté son livre Patrie et Culture en Révolution (publié par PGreco), nous avons interviewé Mirta Granda Averhoff, ambassadrice de Cuba en Italie, à Malte et à Saint-Marin et représentante permanente auprès des organisations internationales basées à Rome.

Geraldina Colotti : Vous avez beaucoup d'expérience dans le domaine de la diplomatie internationale. Quelle est la situation de votre pays dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne l'Union européenne ?

Mirta Granda Averhoff : Depuis 1959, la politique étrangère cubaine s'est caractérisée par un haut niveau d'engagement envers les principes qui régissent notre système politique et le travail ardu de défense de la révolution. L'année 2023 vient de s'achever, une année pleine de défis, mais aussi de succès. En témoignent les résultats de la 4e Conférence sur la nation et l'émigration, un événement qui a réuni une large représentation de la communauté cubaine à l'étranger, avec laquelle les liens sont de plus en plus étroits.

Le pays a assuré la présidence pro tempore du Groupe des 77 plus la Chine, ce qui a représenté une grande responsabilité et une reconnaissance de notre leadership dans la défense des intérêts du Sud global. Sous le thème « Les défis actuels du développement : le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation », nous avons accueilli à La Havane, avec une grande résonance, le sommet des chefs d'État et de gouvernement du groupe. À son tour, le président Díaz-Canel a participé au sommet des chefs de groupe lors de la 28e conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et au segment de haut niveau de la 78e assemblée générale des Nations unies.

En octobre, Cuba a été élue pour la sixième fois membre du Conseil des droits humains pour la période 2024-2026, avec le plus grand nombre de voix parmi les pays d'Amérique latine et l'un des taux les plus élevés. Elle a également été élue au Conseil exécutif de l'UNESCO.

Dans tous ces travaux, il n'a pas manqué de dénoncer opportunément le blocus économique, commercial et financier imposé par le gouvernement américain à notre pays et son inclusion arbitraire dans la liste des pays soutenant le terrorisme, préparée par son Département d'État.

En ce qui concerne les relations avec l'Union européenne, le troisième Conseil conjoint Cuba-UE s'est tenu à La Havane en mai 2023, en présence du haut représentant Josep Borrell, qui a confirmé les progrès réalisés dans la réalisation des objectifs définis dans l'Accord de dialogue politique et de coopération entre Cuba et l'UE (ADPC) et sa validité en tant que guide et moteur pour le développement et l'approfondissement de relations mutuellement bénéfiques. Le Conseil a démontré sa maturité et sa capacité à discuter de tout sujet de manière respectueuse, en contribuant à une meilleure compréhension des positions de chaque partie et en concentrant les efforts sur les questions communes.

Parmi les questions abordées figurait la nécessité d'élaborer et d'appliquer des mécanismes plus solides et plus efficaces pour protéger les liens économiques, afin de les préserver de l'impact extraterritorial des mesures coercitives unilatérales affectant les entreprises, les entités et les citoyens européens. Cuba réaffirme sa volonté de continuer à consolider ses relations avec l'UE, sur la base des principes d'égalité, de réciprocité et de respect mutuel, dans le cadre et les espaces offerts par l'ADPC.

Geraldina Colotti : Votre ambassade se caractérise par un grand dynamisme, tant au niveau institutionnel qu'au niveau de la gauche et des mouvements dans lesquels votre équipe diplomatique évolue avec respect et esprit de solidarité. Quel bilan tirez-vous de votre action politique ? Quels en sont les principaux résultats ? Je pense aux missions médicales, mais aussi à la coopération internationale.

Mirta Granda Averhoff : Cuba et l'Italie entretiennent une relation historique d'amitié. Si l'on ajoute à cela la proximité et l'admiration mutuelle entre nos peuples, il est clair que le travail de la Mission est très vaste. En ce sens, nous accordons la plus grande attention et la plus haute priorité à la promotion des liens au niveau politique, économique et commercial, ainsi qu'à la promotion des investissements et du tourisme, secteurs dans lesquels l'Italie est un partenaire traditionnel de Cuba. En outre, il est intéressant de noter que la coopération et les échanges culturels, universitaires et technico-scientifiques se sont renforcés ces dernières années.

D'autre part, le mouvement de solidarité avec Cuba en Italie est l'un des plus anciens et des plus importants au monde, avec lequel nous continuons à collaborer étroitement et auquel de nombreux résidents cubains ont adhéré, créant ainsi une synergie fondamentale de soutien. La présence de la brigade médicale en Calabre, qui contribue à la vitalité du système de santé de cette région et rapproche encore plus nos peuples grâce à la collaboration dans un domaine aussi sensible, a un impact et un symbolisme particuliers.

Geraldina Colotti : Pourquoi avez-vous jugé important de présenter le travail de l'historien Ernesto Limia en Italie ?

Mirta Granda Averhoff : Face à la grave crise culturelle promue par les puissantes multinationales qui contrôlent les marchés de l'art, de la littérature, de l'histoire et de l'information, on ne peut que résister et promouvoir une pensée critique véritablement révolutionnaire et émancipatrice qui place les valeurs des idées et de la culture au plus haut niveau. Il s'agit d'un défi mondial urgent, tant pour Cuba que pour l'Italie. Une offensive qui voit en première ligne des intellectuels de la trempe d'Ernesto Limia. C'est pourquoi il est tout à fait justifié de faire entendre sa voix partout où cela est possible : parce que c'est bénéfique, parce que cela désintoxique et fournit des armes idéologiques contre la barbarie.

Geraldina Colotti : Cet essai de Limia, comme ses autres travaux, nous permet de lire, dans une perspective historico-politique, l'interminable série d'attaques multiformes contre la révolution cubaine. Une guerre que José Martí avait déjà décrite en son temps et qui nous permet aujourd'hui de réfléchir aux mécanismes généraux par lesquels l'impérialisme continue d'attaquer les peuples déterminés à être libres : non seulement ceux d'Amérique latine, comme nous le voyons contre le Venezuela et le Nicaragua, mais aussi les classes populaires d'Europe, de sorte qu'elles ne comprennent pas de quel côté de la barricade elles doivent se trouver pour défendre leurs intérêts. Que disent les messages de Martí et de Fidel à la jeunesse d'Europe et des pays capitalistes ? Qu'est-ce que la révolution cubaine a à dire au monde ?

Mirta Granda Averhoff : L'existence même de la Révolution cubaine en 2024, malgré le blocus rigide qui nous est imposé depuis six décennies, est le plus grand exemple de résistance au capitalisme ; c'est l'hommage permanent à Fidel et l'engagement envers les rêves de Martí. Que la Cuba révolutionnaire reste debout malgré les complexités et la crise mondiale multidimensionnelle, qu'elle continue à miser sur la solidarité, l'éthique et l'humanisme comme principes, qu'elle reste fidèle à son peuple, dans le but de continuer à avancer dans la construction d'un socialisme prospère et durable, c'est le meilleur message qu'elle puisse envoyer au monde.

Traduction, Evelyn Tischer
Pressenza 11 mars 2024